



Algérie-France
Nouveau tour de vis pour les visas étudiants
 p.2



LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT UN APPEL TÉLÉPHONIQUE DE L'EMIR MOHAMMED BEN SALMAN, PRINCE HÉRITIER DE L'ARABIE SAOUDITE
MBS sera « absent du Sommet arabe d'Alger pour raison de santé »
 p.3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // LUNDI 24 OCTOBRE 2022 // N°416 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

ALLOCATION CHÔMAGE, IMPORTATION DE VOITURES, SANTÉ, RELANCE ÉCONOMIQUE ET ZONES D'ACTIVITÉ

Voici les principales décisions du Conseil des ministres

P.3



IMMUNITÉ PARTIELLE POUR LES P/APC ET LES ÉLUS LOCAUX CONTRE LES POURSUITES JUDICIAIRES

L'acte de gestion en débat à l'APN

P.3

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Des experts plaident pour la valorisation du savoir-faire local

P.6

IL A BESOIN D'UN ACCÈS FACILITÉ À LA COMMANDE PUBLIQUE

Le BTPH en grande difficulté

P.5

POUR UNE AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE SANTÉ ET UNE MAÎTRISE DES COÛTS

Sécurité sociale et établissements unissent leurs forces

P.4

LA PEINE A ÉTÉ ASSORTIE D'UNE AMENDE D'UN MILLION DE DA AVEC CONFISCATION DES AVOIRS ET BIENS

L'ex-DG de la SGSIA, Tahar Allache, condamné à 6 ans de prison ferme

P.3





15 HECTARES DE FORÊT RAVAGÉS PAR UN INCENDIE À TÉNÈS

Un incendie s'est déclaré, samedi soir, dans la forêt de Rouaïchia dans la commune de Ténès (55 km au nord de Chlef), réduisant en cendres 15 hectares de broussailles, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la Protection civile.

Les services de la Protection civile de Chlef ont enregistré plusieurs incendies dans différentes régions de la wilaya, notamment dans la forêt de Rouaïchia dans la commune de Ténès qui a ravagé 15 hectares de superficies forestières, a indiqué un communiqué de la cellule d'information et de communication de la Protection civile. Les efforts des



équipes d'intervention relevant de la Protection civile et des Forêts ainsi que les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et de la Gendarmerie nationale ont permis de maîtriser les incendies

à plus de 80% et empêché leur propagation, selon la même source. Le wali de Chlef, Atallah Moulati, s'est rendu dans la région de Rouaïchia pour constater les dégâts causés par cet incendie.

ERDOGAN PROPOSE UN RÉFÉRENDUM SUR LE PORT DU VOILE

Le président turc a proposé un référendum sur un changement constitutionnel pour garantir le droit de porter un voile dans la fonction publique, les écoles et les universités. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a proposé ce samedi un référendum sur un changement constitutionnel pour garantir le droit de porter un voile dans la fonction publique, les écoles et les universités lors d'une intervention télévisée. "Si tu as le courage,

viens, soumettons ceci au référendum (...). Que la nation prenne la décision", a lancé le chef de l'Etat turc en s'adressant au chef du principal parti de l'opposition Kemal Kilicdaroglu qui avait initialement proposé une loi pour garantir le droit de porter le voile.

Le débat sur le port du voile s'est récemment enflammé en Turquie à l'approche des élections présidentielles et législatives prévues en 2023.

LU DANS LE NOUVEL OBS

LA REVANCHE DU « PARIA » MOHAMMED BEN SALMANE

En choisissant de s'aligner sur les intérêts pétroliers de la Russie, le prince héritier saoudien a pris son allié américain par surprise, suscitant l'ire de Joe Biden.

Celui-ci avait promis d'ostraciser le dirigeant du royaume après l'assassinat de Jamal Khashoggi. Joe Biden ne décolère pas. Ainsi son voyage humiliant en Arabie saoudite n'aura servi à rien ! Il avait juré de faire de la

monarchie pétrolière un pays paria, depuis que la CIA a désigné le prince héritier Mohammed Ben Salmane comme l'ordonnateur de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi par des barbouzes à Istanbul.

Mais la guerre en Ukraine et les problèmes d'énergie qui en découlent en ont décidé autrement.

Alors, en juillet dernier, il a pris le chemin de Djeddah pour recoller les

morceaux avec le jeune prince d'Arabie saoudite, afin de contrer les Russes. Las, l'humiliation est totale depuis que l'Opep (associée à la Russie), en choisissant le 5 octobre de réduire de deux millions de barils par jour la production du cartel, a déjà fait remonter les prix de l'essence aux Etats-Unis (93 dollars contre 75 lors du mois de septembre dernier).

LE DIRIGEANT CHINOIS LE PLUS PUISSANT DEPUIS MAO ZEDONG, XI JINPING, RECONDUIT POUR CINQ ANS

Xi Jinping a été reconduit pour cinq ans en tant que secrétaire général du parti, lors d'un vote à huis clos, et devrait donc être officiellement confirmé à la présidence du pays en mars 2023. Le dirigeant a "également été nommé président de la Commission militaire centrale", a poursuivi l'agence de presse officielle. "Je souhaite remercier sincèrement l'ensemble du Parti pour la confiance qu'il a placée en nous", l'équipe dirigeante, a-t-il

déclaré à la presse, ajoutant qu'il promettait de "travailler dur dans l'accomplissement des tâches", selon BFMTV. Xi Jinping a ensuite assuré que "le monde a besoin de la Chine". "La Chine ne peut pas se développer sans le monde, et le monde a aussi besoin de la Chine", a-t-il affirmé en saluant les "deux miracles" réalisés dans le pays : "un développement économique rapide et une stabilité sociale sur le long terme".

L'ancien patron de la centrale syndicale rattrapé par la justice

Sidi Saïd, l'ancien secrétaire général de l'UGTA, comparait pour la première fois, ce lundi 24 octobre 2022, devant la justice dans de lourdes affaires de corruption, lui qui est resté presque un quart de siècle à la tête de la centrale syndicale. Sidi Saïd devrait en effet se présenter à la barre en compagnie de ses deux enfants "Djamil" et "Hanafi" et un certain nombre d'accusés dans une affaire de corruption liée à deux marchés douteux avec l'opérateur de téléphonie mobile national "Mobilis" et le groupe "Sonatrach". Selon des enquêtes menées par des parties compétentes, il s'est avéré que Sidi Saïd et ses



enfants possèdent un bon nombre de biens estimés à plusieurs millions et que l'ancien patron de l'UGTA, lui, détient une entreprise, "Sugar Company", spécialisée dans la vente des gâteaux de luxe et une

boulangerie haut de gamme dans l'un des quartiers chics de Paris. A cela s'ajoutent des entreprises, des voitures luxueuses, des villas et des comptes bancaires à l'intérieur du pays et à l'étranger.

LA BELGIQUE REFUSE LA REMISE À LA FRANCE DE L'IMAM HASSAN IQUIOUSSEN

Un tribunal belge a refusé vendredi d'exécuter le mandat d'arrêt européen ciblant l'imam marocain Hassan Iquioussen, réclamé par la justice française pour s'être soustrait à une mesure d'éloignement cet été, a annoncé son avocat belge Nicolas Cohen.

L'imam, arrêté en Belgique le 30 septembre, conteste son extradition.

Son avocat a notamment plaidé qu'il risquait «un procès inéquitable» en France, «à cause de l'ampleur de la polémique», a-t-il expliqué. Hassan Iquioussen, actuellement incarcéré dans une prison belge, a comparu vendredi lors d'une audience à huis clos devant la chambre du conseil du tribunal de Tournai (ouest), chargée

de statuer sur le mandat d'arrêt (MAE), a rapporté Le Figaro.

Selon M^e Cohen, le parquet s'est prononcé en faveur de l'exécution du MAE, ce qui laisse envisager un recours de sa part devant la cour d'appel. L'ordonnance de la chambre du conseil devrait être communiquée lundi aux défenseurs de l'imam.

LE PÉTROLE PRIS DANS UN FLOU AUTOUR DE LA DEMANDE, LE GAZ NATUREL POURSUIT SA REMONTÉE

Les cours du pétrole hésitent, pris dans les incertitudes concernant la demande globale en brut, tandis que le gaz naturel poursuivait son déclin en Europe. "Les prix du pétrole continuent de se stabiliser autour de 90 dollars le baril", commen-

te Craig Erlam, analyste pour Oanda. "En d'autres termes, il y a actuellement très peu de lumière au bout du tunnel économique de la Chine", énorme pays consommateur de brut, affirme Stephen Brennock, de PVM Energy. "C'est une mauvaise

nouvelle pour les perspectives à court terme de la demande de pétrole du pays", poursuit l'analyste. "Depuis le début du millénaire, la Chine a été le principal moteur de la croissance de l'économie mondiale et de la demande de pétrole".

L'EXPRESS

Quotidien national d'information

édité par la

SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger

Tel/FAX Administration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur de l'administration et des finances
NOURDINE BRAHMI

Service-pub@lexpressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

PUBLICITÉ : S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'ÉDITION ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)

Alger : 1, avenue Pasteur

Tel : (021) 71.16.64 -

(021)73.71.28

Fax : (021) 73.95.59 -

(021)73.99.19

Mail :

agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz



LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT UN APPEL TÉLÉPHONIQUE DE L'EMIR MOHAMMED BEN SALMANE, PRINCE HÉRITIER DE L'ARABIE SAOUDITE

MBS sera «absent du Sommet arabe d'Alger pour raison de santé»

Le Président de la République a dit comprendre la situation et regretter l'empêchement du Prince héritier, Son Altesse l'Emir Mohammed Ben Salmane, lui exprimant ses vœux de santé et de bien-être, et que le Royaume d'Arabie Saoudite, pays frère, sera présent avec nous en toutes circonstances"



Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu samedi soir un appel téléphonique de l'Emir Mohammed Ben Salmane, Prince héritier et président du Conseil des ministres du Royaume d'Arabie Saoudite, lors duquel il s'est excusé de ne pas pouvoir participer au Sommet arabe devant se tenir à Alger le 1er novembre conformément aux recommandations des médecins qui lui déconseillent les voyages, indique un

communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce soir, un appel téléphonique de son frère, Son Altesse l'Emir Mohammed Ben Salmane, Prince héritier et président du Conseil des ministres du Royaume d'Arabie Saoudite, pays frère, lors duquel il s'est excusé de ne pas pouvoir participer au Sommet arabe devant se tenir le 1er novembre à Alger, conformément aux recommandations des

médecins qui lui déconseillent les voyages", lit-on dans le communiqué. "Pour sa part, Monsieur le Président a dit comprendre la situation et regretter l'empêchement du Prince héritier, Son Altesse l'Emir Mohammed Ben Salmane, lui exprimant ses vœux de santé et de bien-être, et que le Royaume d'Arabie Saoudite, pays frère, sera présent avec nous en toutes circonstances", a ajouté la même source.

I.M.A.

ALGÉRIE-FRANCE :

Nouveau tour de vis pour les visas étudiants

Dans deux notes successives, le centre de dépôt des demandes des visas pour la France à Alger, VFS Global, rendues publiques, le 23 octobre 2022, le centre VFS Global pour la France à Alger a tenu à « informer sa clientèle que le centre ne sera pas dans la capacité d'accepter les demandes de visas d'études - long séjour - du 2 au 15 novembre 2022 ». Pour les demandes de visas algériens vers la France, il semble que les choses évoluent vers un nouveau tour de vis. Notamment concernant les visas études

long séjour. Une des deux notes de VFS dit ceci : « Nous informons notre aimable clientèle que nous ne serons pas dans la capacité d'accep-

ter les demandes études - long séjour - du 2 au 15 novembre 2022. Ainsi, nous invitons les personnes concernées à planifier leur rendez-

vous en conséquence et nous nous excusons d'emblée pour toute gêne occasionnée », a écrit le centre VSG Global pour la France à Alger.

I.M.

IMMUNITÉ RELATIVE POUR LES P/APC ET LES ÉLUS LOCAUX CONTRE LES POURSUITES JUDICIAIRES

L'ACTE DE GESTION EN DÉBAT À L'APN

Le projet de loi municipale qui a été soumis à la Commission des affaires juridiques et des libertés de l'APN garantit une « immunité relative » aux P/APC et à leurs adjoints contre les poursuites judiciaires, notamment en ce qui concerne les travaux en relation à la fonction de représentation au sein du Conseil pendant la durée de la législature. L'article 80 du projet stipule que le président de l'APN et ses aides ne sont pas soumis à des poursuites judiciaires sauf après approbation préalable du gouverneur régional compétent. Le deuxième alinéa du même article indique que les élus jouissent de l'immunité pour les actes liés à la fonction de représentation au sein du Conseil pendant la durée de la législature.

I.Med

L'édito

Par Zahir Mehdaoui



LES VOLEURS EN COL BLANC

L'ère de l'importation à tout-va, des surfacturations et des transferts illicites de devises de manière déguisée est de toute évidence révolue. Le gros élagage du nombre des importateurs de marchandises destinées à la revente en l'état effectué par le gouvernement dans le cadre de sa politique de régulation et de réduction des importations illustre à lui seul la ferme volonté des pouvoirs publics d'en finir avec les plaies liées à l'importation qui ont porté une grave atteinte à l'économie nationale.

En effet, les dégâts causés à la bonne santé de l'économie du pays par les indus importateurs, les faux investisseurs et les champions de la surfacturation qui transféraient à l'étranger sans discontinuer des sommes astronomiques en devises, sont incalculables. Que de retards, que de maux, que de calamités générées par ces voleurs déguisés de devises. Les milliards en devises qu'ils ont détournés à leur profit, pour s'acheter des biens dans les capitales étrangères et remplir leurs comptes dans les banques suisses et ailleurs, s'ils avaient été investis dans le développement du pays, auraient évité à l'Algérie bien des désagréments. Heureusement que l'impunité dont jouissaient tous ces voleurs en col blanc n'est plus maintenant de mise. L'indue importation, les transferts illicites de fonds vers l'étranger, les fraudes douanières, s'ils étaient tolérés et même encouragés par le passé, sont maintenant combattus avec fermeté.

L'assainissement du nombre des importateurs, passé, en l'espace de quelques mois, de 43.000 à 13.000, montre l'important travail effectué dans ce domaine. Si, par le passé, n'importe qui, pour peu qu'il ait du piston, pouvait s'improviser importateur et bénéficier de crédits bancaires en devises, maintenant seuls ceux qui font dans l'importation utile peuvent exercer ce métier. N'est pas importateur qui veut ! Et c'est une bonne chose qui évitera au Trésor public les tarissements périodiques dont il faisait l'objet auparavant. Les infractions au change, les surfacturations et toutes les fraudes dans les mouvements des capitaux doivent être criminalisées au même titre que la spéculation. La lutte menée depuis peu contre toutes ces plaies a porté certes ses fruits, mais des lois sévères doivent être élaborées pour empêcher à l'avenir toute velléité de détourner par déguisement les devises du pays. Tout en sévissant contre les fraudeurs, on doit également encourager les vrais importateurs et exportateurs en leur apportant toutes les facilitations pour exercer pleinement leurs activités. La politique de contrôle du commerce extérieur adoptée par le gouvernement a évité jusque-là à notre marché d'être inondé par de la camelote et permis au produit national de se tailler une place de choix. Ce sont là des acquis qu'il faudra consolider et renforcer pour épurer totalement les opérations du commerce extérieur.

Z. M.

LA PEINE A ÉTÉ ASSORTIE D'UNE AMENDE D'UN 1 DE DA AVEC CONFISCATION DES AVOIRS ET BIENS

L'ex-DG de la SGSIA, Tahar Allache, condamné à 6 ans de prison ferme

La Cour d'Alger a condamné, hier, à six (6) ans de prison ferme, l'ex-Directeur général (DG) de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), Tahar Allache, poursuivi dans des affaires de corruption.

Le pôle pénal économique et financier

du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) avait condamné, en première instance, Tahar Allache à une peine de 8 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un (1) million de DA avec confiscation de tous les avoirs et biens saisis sur ordre du juge d'instruction.

L'ex-DG de la SGSIA, qui a été mis fin à

ses fonctions en mai dernier, a été condamné pour "dépense de deniers publics et abus de fonction pour obtention d'indus avantages, notamment lors de la réalisation et de la gestion de l'aéroport international d'Alger".

I.M.Amine

POUR UNE AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE SANTÉ ET UNE MAÎTRISE DES COÛTS

Sécurité sociale et établissements unissent leurs forces

La configuration actuelle du système de santé est appelée à changer dans le sens d'une amélioration des prestations de santé, d'une rationalisation des dépenses de santé et d'un développement du secteur privé de la santé...

La sécurité sociale et les établissements publics de santé tentent d'unir leurs forces et leur expertise dans le meilleur intérêt des citoyens. Ils regardent ainsi ensemble dans la même direction, avec des objectifs durables et à long terme dans le domaine de la santé. Ils sont passés de l'étape théorique à celle de la mise en œuvre, en réactivant l'opération de contractualisation. Cela a été fait à l'occasion d'une rencontre organisée récemment par les ministres du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Cherfa, et de la Santé,



Abdelhak Saihi. L'opération permettra aux organismes de sécurité sociale d'accompagner les

établissements publics de santé dans les différents domaines relatifs à la couverture sociale, à

travers le développement des prestations de services électroniques à distance des caisses de

sécurité sociale, le développement de l'évaluation médico-économique dans le domaine de l'assurance maladie et la lutte contre les abus et les fraudes sur les prestations de sécurité sociale. Dans un communiqué publié samedi, le ministère du Travail qui a annoncé le lancement de cette 3ème phase de réactivation a également fait part de la signature d'une convention entre les deux ministères portant sur les modalités de la mise en œuvre de cette démarche. Depuis l'indépendance et jusqu'à aujourd'hui, le système national de santé a été fondé sur la prédominance du secteur public et la gratuité des soins au plan préventif et curatif pour garantir l'équité en matière d'accès aux soins. Le système national de santé est financé principalement par l'Etat qui lui alloue un budget annuel, ainsi que par trois Caisses principales lesquelles, rappelons-le, sont sous tutelle du ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, à savoir : la CNAS (pour les salariés), la CASNOS (pour les non-salariés), et la CNR (pour les retraités). Ce système est coûteux. Néanmoins, il est important de souligner ses avantages mais aussi ses limites. Comme chacun peut le constater, le degré de satisfaction des patients concernant les soins de santé demeure faible, c'est-à-dire que la qualité des services de santé n'est pas à la hauteur des engagements financiers que l'Etat prend chaque année afin d'assurer la continuité des soins. D'ailleurs, la pandémie de coronavirus a mis en évidence la présence de lacunes et d'insuffisances dans les hôpitaux et dans les établissements de santé. La configuration actuelle du système de santé est appelée à changer dans le sens d'une amélioration des prestations de santé, d'une rationalisation des dépenses de santé et d'un développement du secteur privé de santé.

R.N.

Youcef S.

L'Afrique du Nord face aux défis alimentaire et énergétique

Le Bureau de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a organisé, la semaine dernière, un webinaire pour discuter des défis actuels liés à la sécurité alimentaire et énergétique. La région de l'Afrique du Nord a été très fortement touchée par la récente série de crises. Cette situation a exacerbé les faiblesses structurelles, qui existaient de longue date, a entraîné une augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, et l'affaiblissement des chaînes de valeur concernées, d'où une hausse de la faim et de la pauvreté, a déclaré Saad Lihniash Mohamed Abdullah, sous-secrétaire au ministère libyen de l'Économie et du Commerce. Lihniash a indiqué que le moment était venu pour les pays d'Afrique du Nord de réduire leur dépendance aux importations, s'appuyer davantage sur les chaînes de valeur régionales, investir davantage dans les énergies renouvelables et utiliser au mieux le capital humain de la sous-région. Dans le cas de l'Afrique du Nord, l'accès réduit à la nourriture et à l'énergie est lié à des problèmes structurels persistants, notamment une diversification limitée, une faible part du commerce intrarégional et une faible productivité agricole. Les crises en cours ont ramené la nécessité d'améliorer la sécurité alimentaire et énergétique au premier plan de l'agenda politique de l'Afrique du Nord. La ZLECAF et les progrès de la numérisation offrent aux pays de nouveaux outils pour relever ce défi, a déclaré Zuzana Brixiova Schwidrowski, Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord. Selon l'ancienne ministre mauritanienne de l'Environnement et du Développement Durable, Marieme Bekaye, les pays d'Afrique du Nord peuvent développer de telles stratégies en réformant les institutions et en améliorant la gouvernance du secteur, à l'instar du Maroc, qui a vu la création de plusieurs institutions

spécialisées dans le domaine de la transition énergétique. Pour ce faire, les gouvernements doivent développer des compétences techniques nationales et promouvoir la recherche et la coopération régionale par le biais de politiques énergétiques nationales convergentes, un domaine dans lequel la CEA pourrait soutenir les pays. La question de la sécurité alimentaire est particulièrement préoccupante au Soudan, où, selon l'ONU, un tiers de la population, soit 15 millions de personnes, est confrontée à une insécurité alimentaire aiguë, a déclaré Yassin Amin, point focal national des ODD pour le Soudan. Certaines zones des plus touchées ont été caractérisées par des conflits et des déplacements prolongés, ce qui souligne le besoin de paix et de stabilité. Le webinaire sur « Sécurité alimentaire et énergétique en Afrique du Nord sur fond de crise mondiale multifforme » a été organisé dans le cadre des préparatifs de la réunion conjointe du Comité intergouvernemental des hauts fonctionnaires pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest, prévue du 1er au 3 novembre 2022, avec pour but d'identifier les domaines

d'intervention clés des pays d'Afrique du Nord pour améliorer leur résilience et préserver le bien-être de leurs populations respectives. Les échanges survenus au cours de la réunion ont mis en avant la nécessité pour les pays d'adopter des approches exhaustives, multiformes et inclusives de la sécurité alimentaire et énergétique qui prennent en compte des dimensions telles que les objectifs de développement agricole, la création d'emplois dans les zones rurales, l'adaptation au changement climatique, la transition vers les énergies renouvelables par opposition au pétrole. Les céréales, par exemple, sont actuellement une composante majeure de l'alimentation nord-africaine. Cependant, la production dans la sous-région est actuellement incapable de répondre aux besoins de la population, l'Afrique du Nord représentant 16 à 17 pour cent des importations mondiales de blé. Le secteur agricole de l'Afrique du Nord reste généralement caractérisé par des niveaux de productivité plus faibles et une forte dépendance aux précipitations bien que la région soit exposée aux effets du changement climatique.

Enseignement de tamazight pour adultes : coup d'envoi de l'année scolaire 2022-2023

Le coup d'envoi de l'année scolaire 2022-2023 d'enseignement de tamazight pour adultes (2022-2023), a été donné samedi dernier au siège du Haut Commissariat à l'Amazighité (HCA). A cette occasion, le secrétaire général du HCA, Si El Hachemi Assad a mis en exergue l'importance de "poursuivre l'enseignement de la langue amazighe en dehors du cadre du système éducatif afin de prendre en charge les adultes souhaitant apprendre cette langue". L'idée d'enseigner tamazight aux adultes "a été traduite sur le terrain" en partenariat avec l'Association nationale d'alphabétisation "Iqraa" et l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (ONAEA), en ce sens que "la chance est donnée à toute personne voulant apprendre cette

langue en vue de consolider et renforcer la communication entre toutes les régions du pays", a-t-il ajouté. Réitérant, dans ce cadre, l'engagement du HCA à accompagner les personnes souhaitant apprendre cette langue, il a fait savoir que des applications d'enseignement pour adultes seraient disponibles sur le site du HCA durant cette année scolaire. Le HCA œuvre également à aménager des espaces d'enseignement de tamazight au niveau des maisons de jeunes et des centres culturels à travers plusieurs wilayas, compte tenu de "l'intérêt manifesté pour l'apprentissage de tamazight, et la disponibilité d'un encadrement qualifié parmi les diplômés universitaires. De son côté, le secrétaire général de l'ONAEA, Hassan Slimani a mis l'accent sur l'impératif de prendre en

charge l'enseignement de tamazight pour adultes, et ce, en concrétisation de la stratégie nationale d'alphabétisation et d'enseignement des langues. Cette démarche intervient, selon le SG de l'ONAEA, "en application des dispositions de la loi d'orientation du système éducatif, notamment dans son volet relatif à l'enseignement pour adultes et en direction de toute personne souhaitant améliorer son niveau scientifique et culturel en dehors du système éducatif". Dans le même contexte, M. Slimani a rappelé que l'Office avait introduit, en 2016 et en partenariat avec le HCA et l'Association "Iqraa", l'enseignement de tamazight dans les modules d'alphabétisation, soulignant que l'Office poursuivait ces efforts pour réaliser les objectifs tracés.

APS

IL A BESOIN D'UN ACCÈS FACILITÉ À LA COMMANDE PUBLIQUE

Le BTPH en grande difficulté

Les entreprises du BTPH doivent s'adapter à la conjoncture actuelle, en innovant davantage et en rénovant l'habitat, avec de nouveaux outils comme les matériaux de construction économes et les nouvelles technologies de l'information et de la communication (villes intelligentes)...



La 5ème édition du Salon international dédiée aux secteurs de l'immobilier, du bâtiment et des travaux publics, Bati-expo Constantine 2022, s'est déroulée récemment à Constantine. Elle a regroupé 122 exposants entre sociétés nationales et étrangères actives dans les secteurs de l'immobilier, du bâtiment et des travaux publics dont des fabricants de matériaux de construction, de rond à béton, de plomberie, de peinture, de portes et fenêtres et de mobiliers d'intérieur en plus des promoteurs, des banques et des sociétés d'assurance. Elle a offert une opportunité de promotion des divers produits destinés aux secteurs du bâtiment et des travaux publics dans l'Est algérien ainsi que de partenariat entre les différents acteurs. Cet événement est intervenu dans un

contexte où le BTPH éprouve de grandes difficultés. L'horizon ne s'éclaircit toujours pas en ces temps de baisse de la commande publique dont il se nourrissait. Certains ne croient cependant pas que tout est perdu et qu'il est encore possible d'entreprendre de nombreuses démarches. Mais dans quel sens faut-il décider d'orienter les efforts dans l'immédiat ? Les entreprises du BTPH doivent s'adapter à la conjoncture actuelle, en innovant davantage et en rénovant l'habitat, avec de nouveaux outils comme les

matériaux de construction économes et les nouvelles technologies de l'information et de la communication (villes intelligentes). Les entreprises du BTPH vivent aujourd'hui une situation pour laquelle elles n'ont pas été préparées, ne pouvant ni investir ni réaliser, parce qu'il y a moins de projets dans le secteur.

Que faire ? L'idée qu'il est possible de trouver des débouchés à l'international. Il y a néanmoins problème : nos entreprises ne sont pas suffisamment outillées pour pouvoir faire face à la concurrence internationale, y compris en Afrique. Elles

n'arrivent même pas à faire le poids face à des opérateurs étrangers sur leur propre sol, malgré le fait qu'elles bénéficient des avantages liés à la préférence nationale. Bien des mesures ont été prises en leur faveur. Elles ne sont pas coulé dans le béton. En tout cas, le problème dans son ensemble ne sera pas réglé tant qu'il n'y aura pas de commande privée. Cela vaut aussi pour les autres secteurs. Il y a toutefois urgence d'agir sur d'autres leviers dont la formation, la productivité et la qualité. Il y a bien évidemment faille dans le secteur du

BTPH et des règles surannées qui constituent en fait un boulet aux pieds des entreprises. Aussi, d'aucuns estiment qu'il y a nécessité de mettre en œuvre tous les moyens dont disposent les entreprises et surtout leur réutilisation rationnelle dont l'objectif est de donner de l'élan à la productivité. Cela est tout à fait possible, si nous arrivions à réunir un ensemble de conditions dont la nature des matériaux locaux utilisés, la qualification de la main-d'œuvre spécialisée, l'organisation de chantiers...

Youcef S.

RÉVISION DU CODE COMMUNAL ET DE WILAYA : BRAHIM MERAD INSTALLE UNE NOUVELLE COMMISSION

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités territoriales et de l'Urbanisme, M. Brahim Merad, a présidé l'installation d'une commission d'experts chargée de la révision du code communal et de wilaya, en application des recommandations données par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion walis-gouvernement tenue les 24 et 25 septembre derniers. Ce comité est composé des membres des deux chambres du parlement, de walis et d'élus locaux ainsi que de représentants de plusieurs organismes publics, d'acteurs de la société civile, de professeurs d'université, d'experts et de spécialistes. Dans une allocution prononcée à cette occasion, Brahim Merad a expliqué que ses services ont brassé large pour une consultation de tous acteurs de la société afin de consacrer le principe de participation dans l'objectif «de mettre en lumière toutes les lacunes et manquements », ainsi que « les déséquilibres qui ont entaché les dispositions des codes communal et de wilaya, en vigueur depuis une dizaine d'année ». Le ministre

de l'Intérieur a également souligné la nécessité de formuler « des propositions opérantes qui expriment les besoins des citoyens et renforcent le rôle économique de la commune » afin qu'elle soit « le pivot de la transformation dynamique du développement à travers la création de richesses et l'élaboration d'une vision prospective réaliste qui associe théorisation, rationnement et application. » Brahim Merad a rappelé qu'en Octobre 2021, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane avait installé un atelier chargé de préparer les projets

de lois pour les codes de la commune et la wilaya. Un travail où de nouveaux concepts et des mécanismes modernes ont été consacrés tel la bonne gouvernance et la gestion participative. L'atelier avait également mis en lumière les concepts de la ville, grandes agglomérations ou encore le nouveau rôle joué par les collectivités locales, notamment dans le développement de l'économie et le développement local, a souligné le ministre ajoutant qu'un reclassement des communes a été étudié selon la typologie, les spécificités

ainsi que la diversité de leurs sources de financement. Affirmant que la préparation du projet de loi des deux codes « a fait des progrès remarquables ». Brahim Merad a appelé les membres de cette commission à travailler pour continuer « à l'affiner et à l'enrichir et à y intégrer les concepts qui accompagnent la nouvelle politique de le Président de la République ». Il a enfin fait savoir qu'une méthodologie et un calendrier de travail thématique seront élaborés d'ici la fin de l'année en cours pour achever la préparation de ces projets de loi.

Amélioration du cadre de vie : Six sites pilotes pour la réalisation de la feuille de route

Six sites pilotes ont été choisis pour la mise en œuvre de la feuille de route élaborée par le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables relative à l'amélioration du cadre de vie au niveau des cités urbaines et des nouvelles villes, a appris l'APS auprès du ministère. Il s'agit des cités des Bananiers et Semrouni 2 à Alger, la cité El Abradj dans la wilaya de Sétif, la cité des 1500 Logements promotionnels publics (LPP) dans la wilaya de Sidi-Bel-Abbes, la cité des 100 logements à Metlili (El-Hadhba) dans la wilaya de Ghardaïa, et la cité des 200 logements dans la wilaya de Tamanrasset, selon la même source. Ces sites ont été choisis sur la base de leur répartition géographique, conformément aux directives du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui

avait recommandé de ne pas limiter leur sélection à la capitale en œuvrant à ce qu'ils soient représentatifs des différentes régions du pays. Ces orientations ont été données lors du Conseil des ministres du 30 janvier dernier qui a vu également l'adoption de la feuille de route. La sélection de ces six sites se veut la "première étape" dans la concrétisation de la feuille de route élaborée par le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables en étroite collaboration avec celui de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, ajoute la même source. Pour obtenir les résultats escomptés en matière d'amélioration du cadre de vie, le ministère a indiqué qu'il sera fait recours aux mécanismes de gestion de proximité des cités retenues, notamment les

comités de quartier et les sociétés de gestion immobilière publiques et privées. Il s'agit notamment d'accorder davantage d'intérêt aux espaces verts, d'œuvrer à la gestion efficace des déchets ménagers, outre le lancement d'opérations d'embellissement de l'environnement, et de lutte contre toute forme de dégradation, selon le ministère. "Dans le souci de conférer à cette action participative un caractère officiel et permanent, l'implication des walis territorialement compétent dans la programmation et la réalisation des actions attendues dans les sites pilotes choisis est une nécessité impérieuse", ajoute-t-on de même source. Les walis seront associés à travers l'installation de commissions locales qu'ils présideront afin de veiller au

suivi de la mise en œuvre sur le terrain des actions programmées et la généralisation des modèles réussis à toutes les cités de leurs wilayas, selon le ministère. Pour rappel, la feuille de route visant l'amélioration du cadre de vie repose sur deux principaux documents, à savoir "une charte pour l'amélioration du cadre de vie au niveau des cités urbaines et des nouvelles villes", et "une charte sur la citoyenneté environnementale". Cette feuille de route vise à réaliser une coordination plus solide et la synergie voulue entre les différentes administrations relevant des secteurs concernés par la promotion du cadre de vie du citoyen et l'amélioration de l'environnement urbain dans les cités et les nouvelles villes, conclut la source.

APS



Le P-DG du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a présidé hier à Alger la réunion de la commission chargée de la mise en œuvre des systèmes de responsabilité sociétale (ISO 26000) et de management anti-corruption (ISO 37001), a indiqué un communiqué du groupe.

La réunion, tenue au siège de la direction générale du groupe, en présence du directeur général de l'Institut

algérien de normalisation (IANOR) et de hauts cadres de Sonatrach, a été l'occasion de sensibiliser les cadres du grou-

pe à l'importance de la mise en œuvre des principales directives en matière de responsabilité sociétale au titre de la norme ISO 26000 afin de "contribuer au développement de la politique d'investissement sociétal du groupe, dans ses dimensions sociale et environnementale, en tant qu'entreprise citoyenne socialement responsable, qui tend, au-delà de la performance économique et commerciale, à servir la communauté nationale et à protéger les ressources naturelles du pays en vue d'assurer l'avenir des générations futures", a précisé le communiqué.

Le référentiel ISO 37001 est une norme internationale de management outillant les entreprises qui l'adoptent de mécanismes de contrôle et de programmes anti-corruption efficaces et permettant de promouvoir la culture de l'éthique

SONATRACH

Réunion sur la mise en œuvre des systèmes ISO 26000 et ISO 37001

au sein de l'entreprise, a souligné Sonatrach, mettant en avant ses efforts pour "poser les premiers jalons de la norme anti-corruption avec l'Institut algérien de normalisation, qui a été chargé de superviser la mise en place de la norme ISO 37001 au sein du système de management du groupe Sonatrach".

"Le point de départ de la concrétisation de cette démarche est le siège de la direction générale, principal

centre de commandement du groupe", selon le communiqué. "Le groupe, en tant que grande entreprise nationale reconnue à l'échelle internationale, tend à recourir aux meilleures pratiques internationales en matière de gouvernance organisationnelle, d'intégrité et de transparence pour aligner son système de management sur les méthodes de gestion modernes", a ajouté la même source. **B. K.**

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Des experts plaident pour la valorisation du savoir-faire local

Des experts et universitaires du groupe de réflexion Filaha Innov (GRFI) ont recommandé samedi, à Alger, la valorisation du savoir-faire local dans le domaine agricole comme une voie devant assurer la souveraineté et la sécurité alimentaire nationale. Dans un document intitulé «Agriculture DZ 2022», résumant un travail collectif de synthèse, réalisé par un groupe d'experts et universitaires de GRFI, sur la sécurité et la souveraineté alimentaire en Algérie, ces experts ont appelé à la valorisation du savoir-faire local notamment «en décentralisant le développement des connaissances et les décisions de politiques agricoles vers le niveau régional ou local, comme une voie pour la souveraineté et la sécurité alimentaire nationale». A ce titre, le spécialiste en économie agricole, Brahim Zitouni qui a présenté «Agriculture DZ 2022» a relevé l'impact de la valorisation «des expériences des oasisiens, des agriculteurs des zones de montagne, des éleveurs de la steppe et des forestiers» pour atteindre l'objectif visé. Soulignant que ce document a été élaboré entre avril et juillet 2022, le spécialiste a également indiqué que les conclusions de ce document préconisent l'encouragement de l'usage des semences locales notamment celles adaptées au climat.

Elles suggèrent aussi, «l'encouragement de l'évolution vers des cultures sans produits chimiques, naturellement adaptées au climat et à forte valeur ajoutée (huile d'olive, dattes et dérivés, safran, fruits secs)». Dans une déclaration à l'APS, M. Zitouni a indiqué que ce travail était parti sur une idée de quelques experts algériens locaux et d'autres établis à l'étranger, spécialistes dans le secteur agricole désireux «de participer au débat sur la question alimentaire». Il a ajouté qu'«Agriculture DZ 2022» se veut «une approche méthodique complémentaire qui vise à renforcer la feuille de route du secteur agricole» assurant que le document présenté était basé sur les données actuelles du secteur de l'agriculture.

PHARMEX 2022 D'ORAN

Plus de 3.000 professionnels ont visité le Salon

La 6ème édition du Salon professionnel de la pharmacie et de la parapharmacie (Pharmex 2022), clôturée samedi au Centre des conventions «Mohamed Benahmed» d'Oran, a drainé une affluence importante de professionnels, dépassant les 3.000 visiteurs, venus découvrir les nouveaux produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques, a-t-on appris du directeur du Salon. Cette édition a connu une affluence plus importante que la précédente, des spécialistes venus des différentes régions du pays pour découvrir les nouveaux produits, principalement locaux, a précisé à l'APS, M. Yassar Badour, en marge de la troisième et dernière journée de ce salon professionnel. «C'était une occasion pour les pharmaciens, médecins et autres spécialistes intéressés par le secteur de prendre connaissance des compétences locales qui ont beaucoup évolué ces dernières années, mais aussi pour les participants étrangers de découvrir les progrès de l'industrie pharmaceutique et parapharmaceutique nationale», a-t-il précisé.

Ce salon a été une opportunité pour la signature de trois contrats entre des laboratoires et startup algériens et des hommes d'affaires de Tanzanie et du Zimbabwe, pour l'exportation de compléments alimentaires, des produits phytothérapeutiques, et du consommable médical.

A ce sujet, le directeur du salon a considéré que «ces contrats constituent une réussite, un premier pas vers d'autres opé-

rations similaires. Durant le salon, il y a encore beaucoup de contacts qui se poursuivront avec des hommes d'affaires africains et d'autres pays participants, en vue d'exporter nos produits locaux qui sont de très bonne qualité».

Lors des trois jours de la manifestation, plusieurs interventions ayant trait à la numérisation et à la digitalisation dans le domaine pharmaceutique ont été programmées. Des intervenants ont mis en exergue les

efforts déployés, ces dernières années dans ce domaine. Une centaine d'exposants ont pris part à cette édition de ce salon, organisée par l'agence «PHARMEX Com» sous le thème «la pharmacie à l'ère du digital». L'événement a été marqué par une forte participation des laboratoires et d'industriels nationaux spécialisés dans la fabrication des produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques dont 15 startups, rappelle-t-on. **R. E.**

APRÈS LE FRANC SUCCÈS QU'À CONNU LA PREMIÈRE ÉDITION

2^e Sommet des Oasis d'El Oued, du 23 au 27 octobre 2023

Suite à la tenue du Premier Sommet des Oasis, placé sous le patronage du Wali de Timimoun, la micro-ferme Ecologique et Innovante « la Clé des Oasis », Ksar de Badriane Timimoun, a organisé avec des partenaires techniques et scientifiques nationaux et internationaux, le Premier Sommet des Oasis du 23 au 27 mars 2022 au niveau de ladite ferme. Cet atelier a porté sur une réflexion prospective interdisciplinaire visant la mise en œuvre d'une stratégie de développement local intégré à l'économie de la nouvelle wilaya de Timimoun sur la valorisation de l'eau et le développement durable du système oasisien et de l'agriculture saharienne avec les acquis de l'innovation. « Nous vous informons que nous comptons dans le prolongement de cet événement technique et scientifique, prévoir la tenue de la Seconde Edition du Sommet

des Oasis au niveau de la Wilaya d'El Oued, du 23 au 27 octobre 2023 », lit-on dans un communiqué. Le thème central de cet événement a trait à une « meilleure valorisation technique

économique, sociale et environnementale de l'eau d'irrigation par des productions végétales et animales adaptées à la région naturelle du Souf Algérie ». Ce n'est pas par

hasard que la wilaya d'El Oued a été choisie pour la tenue de la Seconde Edition du Sommet des Oasis. **B.K.**

EMPLOI : HUAWEI LANCE DES SALONS D'EMBAUCHE

Huawei Télécommunication Algérie a organisé samedi dernier le premier Salon régional de l'embauche au niveau de l'Université des sciences et technologies d'Oran, dédiée aux étudiants de l'Université de l'Ouest du pays, inscrits aux ICT Académies et certifiés Huawei. L'édition de cette année est organisée en collaboration avec l'Agence Nationale de l'Emploi « ANEM ». D'autres salons régionaux à Sétif, Sud du pays seront organisés dans les prochaines semaines. Un Salon national est prévu également prochainement à Alger. Huawei a initié ce Salon depuis 2018. Ce salon initié par Huawei Algérie et ses partenaires, dédié aux étudiants des ICT acadé-

mies créées par Huawei en partenariat avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et le Ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique (MPTTN). Il cible essentiellement les étudiants à la recherche d'un stage ou d'un premier emploi. Durant cette première édition plus de 300 étudiants venus notamment des différentes universités de l'Ouest du pays. Lors de cette Journée, les étudiants ont passé des entretiens directs avec les représentants de Huawei et ses partenaires en Algérie. Il s'agit de plus de 30 entreprises qui participent à cette édition à la recherche des jeunes talents. Il s'agit entre autres de : AWEM d'Oran, Djezzy, Alfatron... Après le lancement réussi du programme ICT Académie de Huawei en Algérie en novembre 2018, Huawei a créé aujourd'hui 43 académies en coopération avec les universités, écoles et instituts Algériens. **R N**

JOURNÉE NATIONALE DE LA PRESSE

Recueillement à la mémoire de Smail Yefsah à Tizi Ouzou

La corporation de la presse et les autorités locales de Tizi-Ouzou se sont recueillies avant-hier à la mémoire du journaliste assassiné par des terroristes, Smail Yefsah, à l'occasion de la Journée nationale de la presse.

Après un dépôt de gerbe de fleurs et un recueillement au niveau de la placette de la Liberté de la presse, au chef-lieu de wilaya, la délégation s'est rendue au cimetière de Thala Amara, village natal du journaliste assassiné, dans la commune de Tizi Rached, au sud-est de Tizi-Ouzou, où repose Smail Yefsah.

Rachid Hamoutene, doyen de la presse locale, a rappelé le contexte de l'assassinat du journaliste. Une période "difficile à oublier pour ceux qui l'avaient vécue", a-t-il dit.

"Smail Yefsah, assassiné à la fleur de l'âge, avait des idées et était une graine d'espoir pour



le pays et sa jeunesse", a-t-il soutenu, appelant les jeunes à "toujours se rappeler de son

combat, lui et tous ceux qui ont été assassinés pour que l'Algérie demeure".

Il était, a-t-il ajouté, "de ceux qui ont été tués sans avoir droit à un procès. Il a été tué parce

qu'il symbolisait l'espoir et la compétence à un moment où le pays était en proie à une déferlante de l'obscurantisme".

De son côté, le secrétaire général de la wilaya, Miloud Fellahi, a rendu hommage au journaliste et à l'ensemble des victimes de la tragédie nationale, qui avaient sacrifié leur vie pour le pays.

Journaliste à la Télévision nationale, Smail Yefsah a été assassiné, à 31 ans, devant son domicile à Bab Ezzouar (Alger), par un groupe terroriste le 18 octobre 1993. Une stèle commémorative a été érigée sur le lieu du drame en octobre 2017. A noter qu'à l'occasion de la Journée nationale de la presse, une rue au chef-lieu de wilaya de Tizi Ouzou a été baptisée du nom de cette journée.

APS

LA VALORISATION DU SAVOIR-FAIRE LOCAL...

UNE VOIE POUR ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Des experts et universitaires du groupe de réflexion Filaha Innov (GRFI) ont recommandé avant-hier, à Alger, la valorisation du savoir-faire local dans le domaine agricole comme une voie devant assurer la souveraineté et la sécurité alimentaire nationale. Dans un document intitulé "Agriculture DZ 2022", résumant un travail collectif de synthèse, réalisé par un groupe d'experts et universitaires de GRFI, sur la sécurité et la souveraineté alimentaire en Algérie, ces experts ont appelé à la valorisation du savoir-faire local notamment "en décentralisant le développement des connaissances et les décisions de politiques agricoles vers le niveau régional ou local, comme une voie

pour la souveraineté et la sécurité alimentaire nationale". A ce titre, le spécialiste en économie agricole, Brahim Zitouni qui a présenté "Agriculture DZ 2022" a relevé l'impact de la valorisation "des expériences des oasisiens, des agriculteurs des zones de montagne, des éleveurs de la steppe et des forestiers" pour atteindre l'objectif visé. Soulignant que ce document a été élaboré entre avril et juillet 2022, le spécialiste a également indiqué que les conclusions de ce document préconisent l'encouragement de l'usage des semences locales notamment celles adaptées au climat. Elles suggèrent aussi, "l'encouragement de l'évolution vers des cultures sans produits chimiques,

naturellement adaptées au climat et à forte valeur ajoutée (huile d'olive, dattes et dérivés, safran, fruits secs)". Dans une déclaration à l'APS, M. Zitouni a indiqué que ce travail était parti sur une idée de quelques experts algériens locaux et d'autres établis à l'étranger, spécialistes dans le secteur agricole désireux "de participer au débat sur la question alimentaire". Il a ajouté qu'"Agriculture DZ 2022" se veut "une approche méthodique complémentaire qui vise à renforcer la feuille de route du secteur agricole" assurant que le document présenté était basé sur les données actuelles du secteur de l'agriculture.

R. R.

SALON RÉGIONAL DE RECRUTEMENT EN TÉLÉCOMMUNICATION À ORAN

Participation de 300 étudiants

Trois cents (300) étudiants ont pris part au Salon régional de l'embauche de Huawei Télécommunication Algérie, ouvert avant-hier à l'Université des sciences et technologies Mohamed-Boudiaf d'Oran (USTO-MB).

Le salon est dédié aux étudiants des universités dans l'ouest du pays, inscrits aux ICT Académies et certifiés Huawei, a expliqué le vice-président de cette institution, Alex Liu, en marge de l'ouverture du salon, ajoutant que "plus de 600 étudiants se sont inscrits, mais seulement ceux qui sont certifiés par les académies de Huawei ont été validés".

L'édition de cette année, abritée pour la première fois par une université, est organisée en collaboration avec l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), a-t-on appris des organisateurs, qui ont fait savoir que d'autres salons régionaux à Sétif et El-Oued, ainsi qu'un salon national sont prévus prochainement.

Ce salon de recrutement, lancé par Huawei et ses partenaires en 2018, en parte-

nariat avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministère de la Poste et des Télécommunications, "cible essentiellement les étudiants à la recherche d'un stage ou d'un premier emploi", a-t-on indiqué. "Ce salon permet aux étudiants de s'entretenir directement avec les représentants de Huawei et ses parte-

naires en Algérie", a-t-on expliqué, ajoutant que plus de 30 entreprises dont l'ANEM d'Oran, Algérie Télécom, Djezzy et Alfatron participent à cette édition à la recherche de jeunes talents.

Une présentation sur Huawei, projetée à l'occasion de l'ouverture du salon, fait état de la création par cet opérateur, jusqu'à présent, de 43 académies en coopé-

ration avec les universités, écoles et instituts algériens, et compte porter le chiffre à 60 académies.

Le recteur de l'USTO, Hammou Bouziane, a salué, dans son allocution donnée à l'occasion de l'ouverture de ce salon, cette initiative qui contribue à l'insertion des étudiants dans le marché du travail.

R. R.

JOURNÉE NATIONALE DE LA PRESSE

Les journalistes de proximité appelés à transmettre les préoccupations du citoyen

Le wali d'Alger, Abdennour Rabehi, a insisté, avant-hier, sur l'importance de la presse de proximité dans la transmission des préoccupations du citoyen et sa contribution à le rapprocher de l'administration. Dans son allocution, lors d'une cérémonie organisée à

l'occasion de la Journée nationale de la presse, le wali d'Alger a souligné "l'importance de la presse de proximité dans la transmission des différentes préoccupations du citoyen et sa contribution à le rapprocher de l'administration". M. Rabehi a souligné, dans ce

sens, que ses services "ne ménageront aucun effort pour faciliter l'accès des journalistes à l'information". Rappelant l'intérêt qu'accorde le Président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, au secteur de l'information et de la communication, le wali d'Alger a

qualifié la presse locale et de proximité de "pierre angulaire", compte tenu de "son rôle pivot dans le traitement des préoccupations du citoyen". A l'occasion, M. Rabehi a honoré nombre de journalistes des secteurs public et privé.

R. R.

LA FRANCE ET SES MEILLE

La France est contestée de toutes parts sur le continent au point qu'elle n'a plus de marge de manœuvre. Si elle avance à visage découvert, c'est un tollé, si elle avance masquée, elle se fait repérer, et c'est pire encore.

Le rejet de la politique française - car c'est bien de cela dont il s'agit et non pas de sentiment antifrçais, les expatriés n'ont aucun problème sur le continent - a de multiples ressorts et est antérieur à l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron. Cependant, sous ses quinquennats, ce rejet a pris des proportions stratosphériques. La petite musique dans les médias comme sur les réseaux

sociaux consiste à accuser Moscou d'être le bras armé de cette contestation. Or, sans être naïf et nier le rôle de la Russie, elle n'est qu'un facteur parmi d'autres qui concourent à ce climat.

MANIFESTATION LORS DU DERNIER COUP D'ÉTAT À OUGADDOUGOU

Les ressorts de ce rejet sont largement documentés ; les fondamentaux qui étayent et entretiennent la contestation sont aussi connus depuis

longtemps. Il s'agit du soutien apporté aux Présidents illégitimes aux yeux de leurs populations, de la validation de 3es mandats anticonstitutionnels et des élections truquées. Aucun président français n'y a mis un terme. Ces pratiques désespèrent les peuples qui aspirent à la démocratie et étouffent dans des sociétés liberticides où règnent le sous-développement, le népotisme et la prévarication.

Les événements récents au Tchad en donnent une nouvelle fois une illustration magistrale. Contrairement à ses engagements, Mahamat Déby a

décidé, via un pseudo dialogue national, de s'octroyer le droit de se représenter à la fin de la transition qui va encore durer deux ans. Ni le Quai d'Orsay, ni l'Elysée n'ont communiqué après cette décision, ce qui montre leur embarras. Si Emmanuel Macron n'approuve pas cet ukase, que peut-il faire après avoir permis au fils d'Idriss Déby de prendre le pouvoir de manière anticonstitutionnelle ? L'époque du « gendarme de l'Afrique » est définitivement révolue, les chefs d'État ont le choix de leurs partenaires. Le président du monde

DE PLUS EN PLUS CONTESTÉE EN AFRIQUE

La France promet une fondation pour soutenir la démocratie

Portée par le philosophe camerounais Achille Mbembe, l'initiative veut participer à refonder le lien entre l'Hexagone et le continent, non sans quelques ambiguïtés. Un an après les annonces, la feuille de route se précise un peu. En octobre 2021, Emmanuel Macron conviait à Montpellier son «Nouveau sommet Afrique-France». Objectif : refonder la relation entre l'Hexagone et le continent en misant sur le dialogue avec sa jeunesse, alors que la présence française est de plus en plus contestée en Afrique. Projet phare annoncé à l'issue de ce sommet, la Fondation de l'innovation pour la démocratie a été inaugurée à Johannesburg jeudi 6 octobre. Un outil ambitieux dans sa conception, encore largement insaisissable dans la forme, mais déjà contraint de slalomer entre les ambiguïtés de ses liens avec la France. L'ambition, pour commencer. A la veille des rencontres de Montpellier, l'historien et philosophe camerounais Achille Mbembe avait remis un rapport de 140 pages au chef de l'Etat français, un état des lieux élaboré à partir d'une soixantaine de débats animés dans douze pays africains. Il y formulait treize propositions, au premier rang desquelles la création d'un «fonds d'innovation pour la démocratie» destiné à «accompagner la montée en compétences des acteurs des sociétés civiles africaines».

LE MONOPOLE APPARTIENT AU PASSÉ

Aujourd'hui, la France continue à faire la guerre aux djihadistes comme elle le faisait à l'époque contre les Soviétiques, mais sans les prébendes économiques et financières. Sa part de marché relative sur le continent est passée de 15 à 7,5% entre 2000 et 2020 contre 27% pour la Chine. Les autres pays émergents, tels l'Inde et la



Turquie, taillent des croupières à la France dans son ancien pré carré. Parmi ses propres partenaires européens, l'Allemagne a détrôné la France en 2018 comme premier fournisseur européen de l'Afrique, sans parler de l'Espagne et de l'Italie. Et c'est plus que normal. La période exceptionnelle de quasi-monopole de la France dans ses anciennes colonies appartient bel et bien au passé.

Sur le plan politique, les alliances avec les pouvoirs locaux ont aussi connu leur lot de pesanteurs paternalistes, voire de connivences à l'ancienne. L'amitié de Nicolas Sarkozy pour le président ivoirien Alassane Dramane Ouattara est un secret de Polichinelle. L'ancien président français continue de se rendre fréquemment à Abidjan pour le groupe Accor ou pour gérer les relations du Qatar avec ce pays. François Hollande «textotait» souvent avec ses anciens amis de l'Internationale socialiste, tels que les présidents

Alpha Condé de Guinée, Mahamadou Issoufou du Niger et Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) du Mali.

Ce qui a conduit la France à encourager ces dernières années des scrutins électoraux dans des pays, comme le Mali, mais pas seulement, alors qu'une partie du territoire était aux mains de groupes armés. Dans l'urgence, il fallait «légitimer» un gouvernement pour cautionner la présence militaire française et toujours bénéficier d'une aide financière multilatérale.

MOINS D'INFLUENCE ET MOINS DE SOUTIEN À LA DÉMOCRATIE

Emmanuel Macron, qui assurait vouloir tenir à bout de gaffe les autocrates d'Afrique centrale, a bien dû, au nom de la realpolitik climatique, accepter de recevoir ces dirigeants des grandes forêts du Bassin du Congo. De même,

c'est mezza-voce que le président français a avalisé le troisième mandat d'Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire. Sans parler de la succession dynastique, dans l'urgence, de Mahamat Idriss Déby au Tchad après le décès de son père au combat.

Le paradoxe est que plus la France perd son influence en Afrique, moins elle favorise les transitions démocratiques.

Et elle peut d'autant moins demander une quelconque «loyauté géopolitique» aux jeunes colonels putschistes de l'Afrique de l'Ouest, même formés dans ses écoles militaires, qu'ils ont le monde entier dans leur salle d'attente. C'est jusqu'à son rôle de porte-parole de ces pays auprès du FMI et de la Banque mondiale qui lui est contesté par ses partenaires européens, lesquels jouent aussi «à domicile». Il va donc bien falloir atterrir dans l'Afrique mondialisée, avec un regard tout neuf!

d'après agit comm ancien, le ver était l'adoubement de M avril 2021.

La politique à géométrie variable de l'autre grand reproche. Au Mali, «une opération militaire illégale», au Tchad, des juges en Guinée, des juges en Côte d'Ivoire. Avec la guerre en Ukraine, outre les ressources disproportionnées envoyées à Kiev, un autre "deux poids, deux mesures", se révèle plus crûment encore. Contrairement au massacre de Boutcha, jamais les grandes tueries comme celles de Duékoué, Côte d'Ivoire, mars 2011 d'Ogossagou, Mali, mars 2019; de Yagha, Burkina Faso, janvier 2021 n'ont donné lieu à des réunions d'urgence de la Commission de Sécurité. Pourtant, la situation internationale est vécue comme un racisme et revient à l'esprit parmi les critiques. L'alignement de la France sur le camp occidental «à la demande» dans le commandement de l'OTAN en 2003 pour dégrader son image. Ce retour a signé la fin de sa voix dans le concert mondial. La voix qui avait la réputation de pont entre le Nord et le Sud, comme celle de Villepin à l'époque de cette singularité s'est effacée en 2011 par les guerres d'Ivoire et en Libye par ces deux derniers pions. La lame de fond qui a ébranlé d'aujourd'hui l'Hexagone. A l'instar du camp occidental pour les aventures en Libye, États-Unis, des États-Unis passant par l'Afghanistan, celle où elle n'a pas réussi. Car c'est l'Occident qui est conquis pour son bellicisme et l'œuvre. Le journal cite l'essayiste Fatah dans Mondafrique, l'arabo-islamique, dans des commentaires sociaux et les plateaux. Poutine est présent, mais fois même ouvert à des héros qui défient l'Occident. «Le climat qui pèse n'est donc pas l'alignement. Le 16 octobre, les manifestants ont sursautés pour s'opposer à l'intervention américaine. Elle ne tire aucun bénéfice et n'est pas un retour. Les États-Unis de Paris pour ne pas par sa mauvaise image, votes de certains pays, l'Ukraine, aux Nations Unies tentent de reprendre le camp des mécontents. Au Tchad où ils soutiennent Succès Masra. Ils ne non plus s'aliéner le

ARTS SUR LE CONTINENT

URS ENNEMIS EN AFRIQUE

ceux du monde dans le fruit des Mahamat Déby en

métrie variable est faite à la France, au Burkina Faso et qui bénéficie d'une certaine

un chèque de 148,5 millions de dollars aux autorités de Bamako dans le cadre de l'aide au développement. Cerise sur le gâteau, alors qu'Emmanuel Macron a œuvré avec constance et ferveur pour faire entrer l'Union européenne dans le Sahel, afin de ne pas se retrouver seul face aux anciennes colonies,

Dans le camp de ceux qui se réjouissent des malheurs de la France, il y a la Turquie. Elle est entrée sur le Continent par la porte du chaos libyen et depuis sa percée est spectaculaire. Ses drones Bayraktar TB2 volent dans les cieux d'Afrique de l'Est comme celle de l'Ouest, notamment au Togo, Niger, Burkina Faso. A l'instar de Sputnik et RT France, elle projette de créer des médias francophones à destination de l'Afrique, c'est dire l'intérêt qu'elle porte aux pays appartenant (ou plutôt ayant appartenu) à la zone d'influence française. Elle envisage également d'installer une base militaire au Tchad.

profite du déclassement industriel français et investit dans tous les secteurs : BTP, ports, transports, infrastructures, y compris dans des pays « amis » comme la Côte d'Ivoire et le Bénin. L'Inde et les pays du Golfe sont aussi dans les rangs du partage du gâteau... Ils sont venus, ils sont tous là... Et puis, évidemment il y a la Russie, objet de toutes les attentions. Elle a fait sa réapparition sur le Continent à la faveur de la deuxième guerre de Libye fin 2016, après une absence de plus de 15 ans. Avec Wag-

Burkina Faso ? Selon des sources burkinabè des officines auraient « aidé » des manifestants qui brandissaient des drapeaux russes et conspuaient la France. A-t-elle agi plus en amont avant ou pendant le putsch ? Apparemment non, mais il est délicat d'être formel en l'état des connaissances.

Néanmoins, la partie la plus difficile commence pour le Kremlin. Si pour se maintenir dans un pays, il garantit le fauteuil des chefs d'État contre la volonté des peuples, il subira le même sort que celui de la France. Des tensions se font



ali, Virgou, février 2019, des demandes de ce au Conseil de le manque de réaction devant ces hécatombes une forme de systématiquement

Bruxelles se démarque aussi du locataire de l'Elysée. De nombreux États membres comme l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne ne souhaitent pas payer «pour les erreurs de Paris au Sahel». Ainsi l'UE cherche la martingale pour rétablir de bonnes relations avec le Mali après le départ de la France sans qu'Emmanuel Macron n'en prenne ombre. Solidarité européenne oblige !

Compte tenu des relations pour le moins tumultueuses entre Emmanuel Macron et Recep Tayyip Erdogan, si les vœux d'Ankara se réalisent, cela promet une joyeuse ambiance entre alliés de l'OTAN. Il faut compter avec la Chine également, mais la compétition est ancienne et avant tout économique. Pékin

ner dans ses bagages, elle a soutenu le clan Haftar aux côtés de l'Egypte, des Emirats et de la France. Son retour en Afrique a été spectaculaire par sa rapidité. En deux ans, de manière anarchique et opportuniste, elle a réussi à retrouver un niveau de coopération similaire à celui de l'Union soviétique. De la Centrafrique au Mali, elle a su surfer sur les échecs et les erreurs de Paris. Les médias lui prêtent beaucoup. A-t-elle joué un rôle lors du dernier coup d'Etat au

d'ailleurs déjà sentir au Mali avec les opposants à la junte et notamment à l'intérieur du pays où les populations subissent les méthodes sommaires de Wagner.

Pour autant, est-ce que la Russie, dont on dit qu'elle aurait le PIB de l'Italie, dispose d'assez de moyens pour déstabiliser tout un continent, Haïti, une partie du monde arabe et quelques pays d'Amérique du Sud ? Les fermes de trolls, combien de divisions, alors que la Russie ne dispose d'aucun des GAFAM ? La «poutinomania» est un symptôme : celui du rejet de l'Occident. Dans ses discours, comme au temps de l'URSS, Vladimir Poutine propose un autre choix de société que le seul modèle occidental, libéral qui prévalait depuis la chute du mur. Il parle multipolarité du monde, souveraineté, développement, respect des identités, versus « décadence américaine » et wokisme. Il s'adresse prioritairement aux non-occidentaux sensibles à ces valeurs. Il rétablit les clivages idéologiques et politiques qui existaient avant les années 1990.

L'époque est fascinante, le monde est cul par-dessus tête, les zones d'influences disparaissent, les alliances se font et se défont. La Turquie, membre éminent de l'OTAN, envisage de s'allier à la Russie pour devenir un hub gazier ; en pleine guerre en Ukraine, Rabat, historiquement allié de l'Occident, signe un méga contrat avec Moscou portant sur le nucléaire civil. L'Allemagne crée une coalition avec 15 États pour bâtir un système européen de défense aérienne, sans la France ! L'Arabie Saoudite et les Emirats basculent de l'autre côté de la force. Pourquoi voudriez-vous que l'Afrique restât immobile ?

Leslie Varenne

FRANCE AFRICA



MALI

L'armée neutralise 33 présumés «terroristes» dans le centre et le nord du pays

Dont un chef des opérations de la Katiba du Macina en charge des secteurs de Dioungani-peulh dans le Séno, selon l'État-Major des Armées du Mali.

L'état-major général des Armées du Mali a indiqué, samedi, dans un communiqué, avoir neutralisé 33 "terroristes", dont un chef des opérations de la Katiba du Macina en charge des secteurs de Dioungani-peulh dans le Séno, de Dioura et Nampala, durant la période allant du 11 au 22 octobre courant, dans les régions du centre et du nord du pays.

Selon le colonel Souleymane Dembelé, directeur de l'information et des relations publiques des armées (Dirpa), « le 11 octobre 2022, les FAMA (Forces Armées Maliennes), au cours d'une reconnaissance offensive, ont accroché dans la zone de Wataye à 10 km de Gomitra un groupe armé terro-

riste auteur des multiples embuscades sur la route Kayes-Bamako, avec un bilan de 5 terroristes neutralisés, 3 suspects interpellés, 20 PM (Pistolet Mitrailleur). Côté FAMA, on déplore un blessé ».

« Le 17 octobre 2022, les FAMA, ont procédé à la destruction de 02 bases de la Katiba dans les localités de Mafouné et Diarakoungo, cercle de Tominian, région de San », lit-on dans le communiqué soulignant que le bilan de cette opération était de 2 présumés "terroristes" interpellés, un véhicule calciné et plusieurs armes de guerre récupérés.

La même source explique que le 21 octobre, les Forces armées maliennes ont été prises à partie par des terro-



ristes entre Mourdiah et Kwala. Le bilan de cette opération fait état de 4 "terroristes" neutralisés une mitrailleuse Kalachnikov (PKM) ainsi que des munitions en vrac et une radio ont été récupérées poursuit l'Etat-major Général des Armées.

Le Colonel Dembelé souligne que : « Le 12 octobre 2022, des frappes aériennes ont ciblé un groupement terroriste dans le secteur de Haroun à 10 km au sud de Tessit avec un bilan de 11 morts, 3 véhicules et plus 10 motos calcinés ».

« Le 20 octobre 2022, la précision des renseignements a permis de localiser et de neutraliser le nommé Malick Bâ alias Abou Malick, chef des opérations de la Katiba du Macina en charge des secteurs de Dioungani-Peulh dans le Séno, de Dioura et Nampala avec la saisine de précieux documents y compris des identités, des plans et des refuges », a-t-il ajouté.

Le document précise que « le 22 octobre courant, une reconnaissance offensive dans la zone de N'dila, commune de Toridagago a fait un bilan de 10 terroristes neutralisés, 8 PM, 4 PKM et divers matériels récupérés » soulignant que « dans la même journée, une reconnaissance offensive dans la localité de Kéréna, située à 28 km à l'Est de Konna a permis de neutraliser 1 terroriste ».

En outre, le responsable a affirmé que sur la base de renseignements, une reconnaissance offensive contre une base de la Katiba Serma dans la localité de Serma à 25 km au Sud-Ouest de Boni a fait 01 guetteur neutralisé.

Le Mali avait basculé dans l'insécurité depuis 2012 et malgré le déploiement de forces régionales et internationales, la situation ne s'est pas stabilisée.

I.M./avec agences

TUNISIE

LE GOUVERNEMENT A AUGMENTÉ LES PRIX DES CARBURANTS DE 15,9%, DEPUIS DÉBUT 2022

Le gouvernement qui envisage de lever la subvention sur les carburants a déjà augmenté les prix de ces produits de 15,9 % depuis le début de 2022 à travers le mécanisme d'ajustement automatique des prix. C'est ce qu'a déclaré vendredi Nada Triki, analyste à l'Observatoire Tunisien de l'Economie, lors d'une intervention au cours d'une rencontre débat sur la " Réforme du système de subventions des carburants ", relayée par l'agence Tunis Afrique Presse (TAP/officiel). Triki a rappelé qu'au cours de l'année en cours, le gouvernement a augmenté les prix quatre fois et a récemment décidé une augmentation de 5% au lieu de 3%. Et d'ajouter qu'une augmentation de 41% sera enregistrée, cette

année, si le gouvernement appliquera une augmentation mensuelle de 3 % conformément à la Loi de Finances pour l'exercice 2022. L'analyste a souligné que le gouvernement considère que la subvention du carburant constitue un mécanisme de sécurité sociale sous forme de transferts indirects. La Tunisie a connu, depuis 2013, date de signature de son accord financier avec le Fonds Monétaire International (FMI), une augmentation des prix des carburants. Le FMI a, en effet, recommandé, depuis 2016, la promulgation de lois et la mise en place du mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants. Pour le FMI, la subvention des carburants est coûteuse, injuste et inefficace et soutient

plutôt les grands consommateurs et producteurs d'énergie en Tunisie, d'où la nécessité de sa réforme. D'autre part, le FMI a appelé le pays à lancer une campagne médiatique, d'éviter les tensions sociales, de trouver un mécanisme légal de réforme et d'établir un mécanisme d'accompagnement des familles vulnérables. Triki a rappelé, dans ce cadre, que depuis 2013, les gouvernements qui se sont succédé ont débuté l'application d'augmentations progressives et à passer à un système de transferts monétaires directs, faisant savoir, en ce sens, que le Maroc a adopté récemment la subvention des carburants après sa levée en 2015 sur recommandation du FMI, lit-on de même source.

ETHIOPIE

Des milliers d'Éthiopiens manifestent contre l'ingérence étrangère

Le maire adjoint d'Addis-Abeba, Jantirar Abay, a déclaré que les Éthiopiens "resteront unis pour protéger la souveraineté du pays" Des milliers d'Éthiopiens ont défilé, samedi, dans les rues de plusieurs villes du pays pour dénoncer ce qu'ils ont qualifié d'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de l'Éthiopie, selon des médias locaux.

Dans la capitale, Addis-Abeba, les manifestants en colère ont brandi des banderoles sur lesquelles ils ont écrit: "La menace contre l'Éthiopie est un danger pour le monde" et "La souveraineté de l'Éthiopie doit être respectée". Les protestataires ont également dénoncé les actions de Washington, qui selon eux, ne respecte pas la souveraineté de l'Éthiopie.

"Les pays étrangers doivent cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Éthiopie et arrêter de soutenir les

forces rebelles, en particulier le Front de libération du peuple du Tigré (FLPT) et ses alliés", a déclaré le maire adjoint d'Addis-Abeba, Jantirar Abay.

S'adressant aux manifestants, il a ajouté : "la souveraineté de l'Éthiopie doit être respectée et

les Éthiopiens devront s'unir pour protéger la souveraineté de leur pays". Des pourparlers de paix entre le gouvernement et les rebelles tigréens doivent avoir lieu en Afrique du Sud la semaine prochaine. Le Tigré, région du nord de l'Éthiopie, est

le théâtre de violents affrontements entre l'armée éthiopienne et ses alliés d'une part, et les rebelles du FLPT d'autre part. Les combats ont repris entre les rebelles du Tigré et les forces gouvernementales en août dernier, ce qui a conduit à la ruptu-

re du cessez-le-feu en vigueur depuis mars 2022. Des milliers de personnes ont été tuées en Éthiopie depuis novembre 2020, lorsque les forces gouvernementales se sont engagées dans un conflit avec les rebelles tigréens.

R. I.

NIGER

195 morts et plus de 300 000 sinistrés dans des inondations depuis juin

Au moins 195 personnes ont été tuées et plus de 300 000 autres sinistrées dans des inondations enregistrées depuis le début du mois de juin au Niger.

Selon la dernière situation dressée vendredi par les services de la protection civile, les fortes pluies enregistrées depuis le début du mois de juin ont provoqué des effondrements de maisons et des noyades dans plusieurs régions

du Niger, notamment à Maradi (sud-ouest), à Zinder (sud-est) ainsi qu'à Dosso, Niamey et Tillabéri situées à l'ouest et frontalières du fleuve Niger, le plus grand cours d'eau du pays. Quant à la région de Diffa, située dans l'est du pays et près du Lac Tchad, elle est confrontée depuis quelques jours à des inondations en raison d'une « crue exceptionnelle » de la Komadougou Yobé, un des bras du Lac, ont indiqué les services

de la météorologie nationale du Niger. Même si des pertes en vies humaines ne sont pas encore signalées dans cette région, plusieurs dégâts matériels ont été enregistrés et des milliers de personnes sinistrées. Le Premier ministre Ouhoumoudou Mahamadou a entamé, samedi, une visite dans la région de Diffa en vue de faire le point de la situation. Depuis le début du mois de juin, le Niger enregistre de

fortes pluies dans ses différentes régions. C'est l'une des saisons des pluies où le pays a enregistré d'importantes inondations et autant de morts et de sinistrés.

En 2021, le Niger a aussi enregistré des inondations qui ont affecté plus de 250 000 personnes et tué 75 autres, selon un bilan publié par le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

I. M.

LIGUE 2 (6^E J)

L'AS Khroub impressionne à l'Est, l'ES Mostaganem accrochée à l'Ouest

L'affiche de la sixième journée de la Ligue 2 de football amateur, disputée avant-hier, est revenue au promu et leader incontesté du groupe Centre-Est, l'AS Khroub, large vainqueur en déplacement devant l'USM Annaba (4-2), alors que l'ES Mostaganem, accrochée sur sa pelouse pour la première fois de la saison par la JSM Tiaret (2-2), conserve toutefois la tête du classement de la poule Centre-Ouest.



Ce succès dans le derby de l'Est, permet à l'AS Khroub (14 pts) de conserver la place de leader, occupée conjointement avec l'US Souf, vainqueur en déplacement devant la JS Bordj Menaïel (3-1), qui chute pour la première fois à domicile occupant désormais le cinquième rang avec neuf points.

De son côté, l'E Sour El Ghoulane battue (3-1) par le NRB Telegma (5e, 9 pts), glisse à la troisième place du classement avec onze points.

Dans les autres oppositions du haut de tableau, la CA Batna a battu l'AS Ain M'lila (2-0) et occupe le cinquième

rang à égalité avec le NRBT et la JSBM, alors que l'USM El Harrach et le MO Constantine, vainqueurs respectivement contre l'IB Khemis El Khechna (3-2) et HAMRA Annaba (2-1), remontent à la huitième place avec huit points.

Dans le bas du classement, les matchs mettant aux prises le MC El-Eulma à la JSM Skikda et l'IRB Ouargla à l'US Chaouïa se sont soldés par des matchs nuls (0-0).

L'ES MOSTAGANEM ACCROCHÉE PAR LA JSM TIARET

Dans le groupe Centre-Ouest, l'ES Mostaganem

(1er, 16 pts) a concédé son premier faux pas de la saison, après cinq victoires de rang, en faisant match nul à domicile face à la JSM Tiaret (2-2), qui remonte à la septième place avec 11 points.

Ce match nul de l'ESM, profite au dauphin le SC Mecheria qui revient à un point de la tête du classement, à la faveur de sa courte mais précieuse victoire devant le MC Saida (1-0).

Derrière le duo de tête, l'ES Ben-Aknoun (13 pts) a enchaîné avec une troisième victoire consécutive, en dominant le RC Kouba (4-1), et conforte sa troisième

place au classement à égalité avec le MCB Oued Sly, facile vainqueur devant le GC Mascara (3-0), qui s'est déplacé avec l'équipe réserve. Dans le bas du classement, le SKAF Khemis Miliana a décroché sa première victoire de la saison face à l'O Médéa (2-1) et rejoint son adversaire du jour à la 10e place du classement avec 5 pts, alors que l'ASM Oran (3 pts) et le NA Hussein-Dey (4 pts) se sont neutralisés (2-2).

De son côté, la lanterne rouge le RC Relizane (1 pts) a concédé une nouvelle défaite (2-1) face au CR Témouchent (5e, 12 pts).

R.S.

FOOTBALL

LA FAF CONSACRE UNE AIDE POUR TOUS LES CLUBS AMATEURS

Dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du Président et du bureau fédéral en matière d'accompagnement et de facilitation à apporter au football amateur en général, la Fédération algérienne de football a consacré une aide financière à toutes les ligues amateurs afin de permettre aux clubs d'honorer leurs engagements pour le démarrage et la participation aux différents championnats de la saison 2022/2023.

Cette avance qui intervient en concertation avec le Ministère de la jeunesse et des sports, s'inscrit dans le cadre d'une opération globale qui touche tous les clubs et dont les fonds sont déjà approuvés par les pouvoirs publics, et ce en attendant le parachèvement du dossier relatif à l'accompagnement du football amateur.

Pour rappel, la FAF s'est engagée dans le programme voté lors de l'Assemblée générale électorale du 7 juillet 2022 à soutenir le développement du football amateur, notamment dans le grand sud à travers la mise en place d'une stratégie concertée et participative voire inclusive des forces vives se trouvant au niveau de ces territoires et la mise en œuvre de programmes structurants permettant l'émergence de talents et l'organisation de compétitions de performance.

Ayemen D.

SUPER DIVISION - 1^{RE} JOURNÉE

DÉBUT DIFFICILE POUR LES PROMUS

Le coup d'envoi de l'exercice 2022-2023 du championnat national de basketball, Super division, a été donné ce week-end. Pour leur première sortie de la saison, chez l'élite, CR Béni Saf et RC Constantine ont concédé de très larges défaites.

L'apprentissage du haut niveau commence difficilement pour les nouveaux promus en Super Division. Versé dans le groupe A, le CR Béni Saf a été étreillé par le MC Alger, l'un des cadors du championnat, et s'est naturellement incliné sur le score de 126 à 63. De son côté, le RC Constantine (groupe B) n'a quasiment pas existé face au CSC Gué de Constantine, la révélation de la saison dernière. À l'image du CRBS, les Constantinois étaient également en déplacement dans la capitale et ont essuyé une défaite écrasante (84 à 17).

Dans les autres rencontres de la poule A, le derby algérois, TRA Draria - USM Alger est revenu aux Rouge et Noir (56-65), tandis que le CRB Dar Beïda a pris le meilleur sur l'OMS Miliana (71-53). Concernant le groupe B, le NA Hussein Dey a lancé sa saison avec un succès arraché à domicile face à l'US Sétif (61-50), de même pour le Rouiba CB contre l'OS Bordj Bou Arréridj (57-54). S'agissant du match USM Blida - CSMBB Ouargla (groupe A), il n'a pas eu lieu, alors que la partie AB Skikda - PS El Eulma se jouera ce mardi à 15h00. À noter enfin que le NB Satouéli, champion d'Algérie en titre, et le WOB, finaliste malheureux de l'exercice écoulé, sont exempts de cette première manche.

R.S.

ELIMINATOIRES CAN TOTALENERGIES - MAROC 2023

Réunion technique, entraînement et... place au match

A J-1 du match aller RD Congo- Algérie U23 du 2e tour des éliminatoires pour la Coupe d'Afrique des Nations Total Energies Maroc 2023, une réunion technique s'est tenue en fin d'après-midi de avant-hier au siège de la FECOFA en présence du commissaire au match, des arbitres et des représentants des deux équipes, a indiqué hier la Fédération Algérienne de Football (FAF).

La délégation algérienne était conduite par M. Mohamed

GHOUTI, membre du Bureau fédéral, M. Mohamed BRIKI responsable de l'administration de la sélection et M. Amine FLITA de la logistique. A l'issue de cette réunion où toutes les règles qui entourent la rencontre ont été énumérées, il a été décidé à ce que l'Algérie évoluera en Vert, gardien en jaune alors que la RDC jouera avec son bleu habituel.

De son côté, M. Noureddine OULD ALI a pris son groupe à l'heure du match pour une

dernière séance d'entraînement sous une grosse chaleur et un taux d'humidité très élevé. Cela n'a pas empêché pour autant les 25 joueurs présents à répondre aux demandes des entraîneurs et aux exigences de l'entraînement.

Salim MENAD, le sélectionneur national adjoint a réalisé plusieurs ateliers avec les joueurs, afin de les mettre dans le rythme de la séance. Quant à Farid BELMELLAT, il a, comme à ses habitudes, fait

travailler ses gardiens, le tout dans une ambiance bon enfant.

Puis, c'était au tour d'OULD ALI d'apporter sa touche, en organisant une opposition de onze contre onze sur tout le long du terrain. Une sorte de répétition générale des grands principes de jeu qu'il compte mettre en œuvre ce dimanche à partir de 15h30 (heure algérienne) sur la pelouse du stade des Martyrs de Kinshasa.

Ayemen D.

33^{ES} JOURNÉES CINÉMATOGRAPHIQUES DE CARTHAGE

Hommage à Yamina Bachir Chouikh

La 33^e édition des Journées cinématographiques de Carthage (JCC) en Tunisie, qui se déroulera du 29 octobre au 05 novembre, rendra hommage à la monteuse, scénariste et réalisatrice algérienne Yamina Bachir Chouikh, l'une des pionnières qui a marqué le 7^e art, indiquent les organisateurs sur leur site officiel.

« Les JCC ont le plaisir de rendre hommage à des pionniers et pionnières qui ont marqué notre cinéma par leur créativité, leur engagement et leur intelligence. Leur expérience a été édifiante pour toute une génération » a-t-on confié. Ajoutant : « Cet hommage est rendu aussi bien aux vivants qu'à ceux qui nous ont quittés. Si notre reconnaissance s'adresse à eux aujourd'hui, c'est parce qu'ils ont su nous dessiner des étoiles dans le cœur, c'est parce qu'ils sont restés dignes et fiers jusqu'au bout ». La même source affirme : « Ceux qui nous ont quittés seront célébrés en présence de leurs proches et de leurs amis et ceux qui sont encore parmi nous partageront leurs émotions encore vives avec le public et prolongeront la gloire du festival par les films qu'ils présenteront, les souvenirs qu'ils partageront et la mémoire dont ils sont les gardiens ».

Née en 1954, Yamina Bachir Chouikh, Mina pour les proches, a fait ses débuts en 1973 à l'Office algérien du cinéma (ONCIC) en qualité de scripte puis de monteuse sur de nombreux films et notamment sur des longs métrages d'Ahmed Rachedi, Okacha Touita, du Marocain Abdelkader Lagtaâ ou de son compagnon dans la vie Mohamed Chouikh. Elle a également produit *L'Andalou*, le dernier

long métrage de Mohamed Chouikh (2011), et accompagné le début de carrière de leur fille Yasmine. Yamina Bachir-Chouikh, qui a perdu l'un de ses frères, policier, durant la décennie de terrorisme, est passée derrière la caméra pour *Rachida*, un long-métrage qui décrit la prise de conscience d'une jeune enseignante sortie indemne d'une rencontre avec un groupe terroriste, dans lequel elle reconnaît l'un de ses anciens élèves. Dans le village où elle se réfugie avec sa mère, Rachida, meurtrière mais têtue, retrouve une classe et tente de reprendre une vie normale. Mais c'est sans compter sur la violence qui a libéré tous les cocons et ensanglanté l'Algérie des années 1990. Présenté dans une quinzaine de festivals où il a été récompensé à plusieurs reprises, *Rachida* figurait dans la sélection *Un certain regard* au Festival de Cannes 2002. On



lui doit également *Hier, aujourd'hui et demain* (102 min, 2010), un long métrage documentaire consacré aux femmes

dans la guerre d'indépendance algérienne avec les témoignages, notamment, de Nassima Habel, Lucette Hadj Ali et Tou-

mia Laribi dite Baya El-Kahla. Yamina Bachir Chouikh est décédée le 3 avril dernier, à l'âge de 68 ans. **Meriem D.**

OSCARS

Un film d'animation sur le massacre des Algériens à Paris primé

Un film d'animation français sur le massacre de manifestants algériens commis par la police à Paris en 1961 et occulté pendant des décennies par les autorités, a été récompensé jeudi lors de la cérémonie des Oscars étudiants à Los Angeles.

Le court-métrage "Les Larmes de la Seine" dissèque la répression policière sanglante de la manifestation d'Algériens du 17 octobre 1961, qui a fait des dizaines, voire des centaines de morts, sous l'autorité du préfet Maurice Papon.

Le film a raflé une médaille de bronze lors de la cérémonie. "Nous avons voulu faire ce film pour mettre la lumière sur un événement bien trop méconnu en France, alors qu'il fait partie de notre histoire", ont expliqué les réalisateurs, Yanis Belaid, Elliott Benard et Nicolas Mayeur, trois étudiants de l'école Pôle 3D de Roubaix.

"Nous serions heureux que cela donne envie aux gens d'en découvrir davantage, et de montrer notre façon de voir l'avenir sans oublier ce qui s'est passé", ont-ils ajouté en recevant leur prix.

Le 17 octobre 1961, quelque 30.000 Algériens avaient manifesté pacifiquement à Paris contre le couvre-feu qui leur était imposé, à l'appel du Front de libération nationale (FLN) qui réclamait l'indépendance de l'Algérie.

Les Oscars étudiants sont très suivis à Hollywood. Parmi les anciens lauréats figurent Spike Lee, Pete Docter (créateur de

"Monstres & Cie" et "Là-haut"), Robert Zemeckis (réalisateur de "Retour vers le futur"), et Cary Fukunaga (réalisateur de "Mourir peut attendre").

Les médailles d'or ont été décernées jeudi à des films traitant de sujets aussi variés que les voyages dans l'espace ("Almost Home"), les rêves lucides ("Against Reality") et l'enlèvement d'un enfant ("Found"). Sur une note plus légère, "An Ostrich Told Me the World Is Fake and I Think I Believe It" a remporté le premier prix de l'animation. La cérémonie des Oscars aura lieu le 12 mars **Aps**

8^E ÉDITION DU PRIX MOHAMED-DIB

Un édifice académique formateur, garant du patrimoine musical algérien

Les lauréats de la 8^e édition du Prix littéraire Mohammed-Dib 2022, organisée par l'association «La grande maison», ont été dévoilés avant-hier soir, au palais de la Culture Abdelkrim-Dali d'Imama à Tlemcen.

Le jury de cette manifestation littéraire présidée à titre honorifique par l'universitaire Nadjet Khedda a décerné le prix Mohammed-Dib pour la langue française au recueil "la ville aux yeux d'or" de l'écrivaine Keltoum Staali, alors que le prix en Tamazight a été attribué à Walid Sahli pour son recueil "Taeggagt". La romancière Amel Bouchareb a été distinguée pour son recueil "Au commencement était le verbe". Ce prix ayant pour objectif de motiver la créativité littéraire chez les jeunes dans les trois langues, arabe, amazighe et

française, est de l'ordre d'un million de dinars pour chacun des lauréats.

La présidente de l'association culturelle "la Grande Maison" Sabeha Benmansour a indiqué que ce prix qui se distingue par sa longévité vise entre autres objectifs à valoriser l'œuvre dibienne en Algérie et encourager les jeunes écrivains à suivre le parcours de l'auteur de la trilogie "l'Incendie, la grande maison et le métier à tisser". Ce prix contribue également à redynamiser l'action culturelle dans le pays, a-t-elle souligné.

La précédente édition, qui s'est déroulée lors de la pandémie du covid-19, a été remportée par Abdelmounaim Bensayah (arabe), Mourad Zimu (tamazight) et Mustapha Belfodil (français).

Meriem D.

CONCOURS NATIONAL UNIVERSITAIRE

À la recherche du meilleur film promotionnel sur le tourisme local

Le coup d'envoi de la 2^e édition du concours national universitaire du meilleur film sur le tourisme local en Algérie a été donné avant-hier à l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed Boudiaf (USTO-MB), a-t-on appris des organisateurs. Ce concours, organisé sous l'égide de la coordination des établissements universitaires des activités scientifiques, culturelles et sportives d'Oran, à l'occasion du 60^e anniversaire nationale, vise à faire connaître les atouts touristiques que recèle l'Algérie avec sa diversité climatique, ses paysages naturels et la richesse de ses us et traditions. Prennent part à ce concours les établissements universitaires et les œuvres

universitaires au niveau national, à raison de deux films promotionnels au maximum, dont la durée des travaux ne dépasse pas les 4 minutes. Un jury, composé d'enseignants en sciences de l'information et de la communication et des experts en cinéma ainsi que de représentants d'agences touristiques, procèdera à l'évaluation des films en lice sur la base de la qualité de la photo, du son, de l'image, de la représentation et du scénario. Les dix meilleurs films participants seront présentés à la finale de ce concours, prévu le 11 décembre prochain. Les trois lauréats bénéficieront de récompenses et de voyages touristiques, selon les organisateurs.

R. C.

Iran : Des commerçants et ouvriers en grève alors que les protestations entrent dans leur 6^e semaine

La République islamique est secouée par un mouvement de contestation depuis le 16 septembre. «Les émeutes connaissent leurs derniers jours», a déclaré le vice-ministre de l'Intérieur, tandis qu'un syndicat d'enseignants a appelé à une grève nationale pour dimanche et lundi.

Dans plusieurs villes d'Iran, des commerçants et ouvriers ont organisé des grèves ce samedi sur fond de protestations déclenchées il y a plus d'un mois par la mort d'une jeune Kurde iranienne après son arrestation, selon des ONG. Mahsa Amini, 22 ans, est décédée trois jours après son arrestation à Téhéran par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict de la République islamique, où le voile est obligatoire pour toutes les femmes dans l'espace public.

La répression des protestations, les plus importantes en Iran depuis celles de 2019 contre la hausse du prix de l'essence, a fait au moins 122 morts dont des enfants, selon l'Iran Human Rights (IHR) basée à Oslo. Les Iraniennes, beaucoup tête nue, ont été à l'avant-garde du mouvement de contestation, chantant des slogans contre le pouvoir et affrontant les forces de sécurité.

De nouvelles manifestations ont eu lieu samedi mais il est difficile d'en évaluer l'ampleur en raison des restrictions d'accès à Internet imposées par les autorités. Elles ont été accompagnées également de grèves. Le média en ligne 1500tasvir a fait état de «grèves (...) organisées dans des villes, dont Sanandaj, Bukan et Saqez (nord-ouest)». Cette dernière est la ville natale de Masha Amini. Le groupe de défense des droits Hengaw, basé en Norvège, a aussi parlé de commerçants en grève dans ces mêmes villes, ainsi qu'à Marivan (ouest).

À Tabriz, capitale de la province de l'Azerbaïdjan oriental, des dizaines de travailleurs se sont rassemblés devant une chocolaterie, d'après d'autres vidéos qui n'ont pas pu être vérifiées dans l'immédiat par l'AFP.

UN SYNDICAT D'ENSEIGNANTS APPELÉ À UNE GRÈVE NATIONALE

Des étudiants ont protesté dans plusieurs universités du pays, a indiqué 1500tasvir, citant la Faculté des arts et d'architecture de Yazd (centre), l'université de Téhéran, l'université Allameh Tabatabaï, dans l'est de la capitale, l'université Razi à Kermanshah (nord-ouest), ainsi que celles de Hamedan (ouest), Ahvaz et Yasouj (sud-ouest). Des dizaines d'étudiants ont applaudi et chanté lors d'une manifestation à l'université Shahid Beheshti de Téhéran, selon une vidéo tweetée ce samedi par 1500tasvir.

Un syndicat d'enseignants a appelé à une grève nationale dans le pays dimanche et lundi pour dénoncer la répression qui, selon Amnesty International, a coûté la vie à au moins 23 enfants. Dans un communiqué, le Conseil de coordination des syndicats d'enseignants a déclaré que le «sit-in» serait une



réponse à «l'oppression systématique» des forces de sécurité dans les écoles. Il a nommé quatre adolescents tués selon lui dans la répression -Nika Shahkarami et Sarina Esmailzadeh, Abolfazl Adinezadeh et Asra Panahi- et fait état de l'arrestation d'un grand nombre d'enseignants.

Des militants ont pour leur part accusé les autorités iraniennes de mener une campagne d'arrestations massives et d'interdictions de voyager, la liste incluant athlètes, journalistes, avocats et célébrités.

Les autorités, qui voient dans la

plupart des manifestations des «émeutes», minimisent leur portée et les imputent aux «ennemis» de la République islamique comme les États-Unis. Ce samedi, le vice-ministre de l'Intérieur Majid Mirahmadi a admis des rassemblements dans des universités mais «avec de moins en moins de gens». «Les émeutes connaissent leurs derniers jours», a-t-il assuré, cité par l'agence officielle Irna. «La situation dans les provinces est bonne et nous n'avons pas d'émeutes qui conduisent à des violences urbaines», a-t-il encore ajouté.

RASSEMBLEMENTS À L'ÉTRANGER

Vendredi, la sportive iranienne Elnaz Rekabi, qui selon les chaînes BBC Persian et Iran International basées à Londres, a été assignée à résidence à son retour de Corée du Sud, a remercié ses soutiens sur Instagram. La sportive de 33 ans avait été accueillie mercredi à l'aéroport de Téhéran par une foule de partisans. Elle avait participé à Séoul à une compétition d'escalade avec seulement un bandana sur la tête, ce qui avait été interprété comme un geste de solidarité avec les manifestations en Iran.

Des organisations de défense des droits humains basées à l'étranger ont exprimé des inquiétudes pour le sort de la sportive qui a affirmé que son foulard avait glissé par erreur et présenté des «excuses». A l'étranger, les rassemblements de solidarité avec les protestations en Iran se sont aussi poursuivis avec des manifestations à Tokyo et à Berlin, où des milliers de personnes ont manifesté. La communauté internationale a condamné la répression et plusieurs pays ainsi que l'Union européenne ont imposé des sanctions à des dirigeants et entités iraniens. **Le Parisien**

CHINE : XI JINPING S'ASSURE LES PLEINS POUVOIRS À L'ISSUE DU 20^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

Li Keqiang et Wang Yang, deux personnalités modérées et respectées, ont été poussés vers la sortie, tout comme l'ancien président Hu Jintao. A l'inverse, les proches du président ont été promus.

De nombreux observateurs s'attendaient à ce que Xi Jinping sorte encore renforcé du 20^e congrès du Parti communiste chinois (PCC) qui s'est tenu du 16 au 22 octobre. Peu avaient prévu que le numéro un chinois brise tant de tabous et manifeste aussi explicitement sa toute-puissance. Xi Jinping a présenté dimanche 23 octobre les sept membres du comité permanent du bureau politique du PCC, les sept dirigeants du pays, tels que les avait désignés dans la matinée le nouveau comité central (205 membres). Sans surprise, Xi

Jinping reste secrétaire général. Suivent, dans l'ordre protocolaire, Li Qiang, jusqu'ici secrétaire général du Parti à Shanghai, qui sera sans doute premier ministre, Zhao Leji, responsable de la lutte anticorruption et de la discipline, Wang Huning, jusqu'alors responsable de l'idéologie, Cai Qi, actuel secrétaire général de la ville de Pékin, Ding Xuexiang, qui est le directeur du bureau central du PCC mais aussi de la présidence de la République et donc le bras droit de Xi Jinping, et Li Xi, jusqu'alors secrétaire de la province du Guangdong.

La répartition des rôles au sein du comité permanent n'a pas été précisée. Li Qiang, Li Xi, Ding Xuexiang et Cai Qi font leur entrée dans ce cénacle. Beaucoup pensaient que Li Qiang, responsable de la très

contestée gestion du Covid-19 à Shanghai, ne serait pas récompensé. Manifestement, sa proximité avec Xi Jinping a prévalu.

CLIQUE «TRÈS BELLIQUEUSE»

Xi Jinping qui, comme ses prédécesseurs, cumule les fonctions de président de la République, de secrétaire général du PCC et de président de la commission militaire centrale, avait brisé un tabou en 2018 en faisant modifier la Constitution pour pouvoir exercer plus de deux mandats présidentiels et donc rester au pouvoir aussi longtemps qu'il le souhaite.

Mais, jusqu'à présent, on ne savait pas si la limite d'âge continuait de s'appliquer aux autres dirigeants. Depuis 2002, une règle primait au

sein de la direction du Parti : vous pouviez être encore promu à 67 ans mais deviez partir à la retraite lors du Congrès qui suit votre 68^e anniversaire. Une façon d'éviter, après les excès du maoïsme, qu'un homme reste trop longtemps au pouvoir et remette en cause la direction collective qu'exercent les sept membres du comité permanent du bureau politique, vrais maîtres du pays.

La réponse est tombée samedi 22, avec la désignation par le congrès des 205 membres du comité central, cette instance qui désigne en son sein les vingt-cinq membres du bureau politique et au sein de celui-ci, les fameux sept membres du comité permanent. La règle «à 67 tu restes, à 68 tu pars» ne vaut plus.

Le Monde

Mots Croisés

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement

1- Représentée dans ses grandes lignes seulement. 2- Aventure désagréable. 3- Feuilleté à nouveau - Nettoya les fèves. 4- Singes-araignées - Quatre romains. 5- Règle - Sa part est considérable - Recueil de bons mots. 6- Mi-journée - Cordage. 7- Expérimenterais. 8- On l'apprécie par transparence chez le papetier - Inventa. 9- Personnel - Ira de l'avant - Interjection. 10- Médée parvint à la rajeunir - Roi de Pylos.

Verticalement

1- Ruse habile. 2- Sur la tête du coq - Posé n'importe compote. 3- Point d'attache - Changea de timbre. 4- Elle est productrice de bulles. 5- Propulsé - Leurs plumes sont très recherchées. 6- Pour une régularisation intérieure - Dans. 7- Bruit sec - Pas doux. 8- Aussi - Parcourras. 9- Situé - Facile. 10- Colorant rouge - Ecrivain Finlandais. 11- Faute au rugby - (mot composé) - Richesse.

4x4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Ultramontain Ultramantain Ultramontin Ultra-montain	Vérranda Véronda Veranda Véranda
Etendard Étandard Étendard Étendar	Bondoulière Bandoulière Bandouliere Bandoulière

Les mots fléchés

APAISANTES SOUHAITE	ON FEND LE BOIS OU LA VIANDE PRÉSOMPTION	PAS MOUILLÉ SANS VALEUR	ACTIONNER LA CLÉ DE CONTACT	KAYAKISTE VILLE EN FRANCE	CRI DU CHASSEUR	NOM D'UNE RIVIÈRE
			AMUSAI VENDUES			
AGENT ANGLAIS MOLLUSQUE COMESTIBLE					AVANT NOUS COUPE TRÈS COURT	
			AU-DESSUS DU SOLDAT SIGNAL D'ARRÊT			
MÉCÈNE DÉLICATESSE				LIQUIDE VITAL DIVULGATIONS		BLASON
		SON DADA C'EST LES DADAS				
NORD-OUEST VOLCAN SICILIEN	CELLE QUI VOLE 12 MOIS					CONDIMENT
		SUCCOMBE AGRANDI			APPRIS BÂTONS ENFLAMMÉS	
POINT CARDINAL	ÉLÉMENT DE NÉGATION SIGNAL BREF		RISQUE D'INCIDENTS	CABOCHES DEVENIR AIGRE		
		FATIGUÉE BIEN TANGIBLES			APRÈS VOUS IMPULSIONS	
SOUVERAIN D'UN EMPIRE	DE VIVE VOIX SOUS LA CROÛTE			ÉLIMÉS DERNIERS		PARLER À ROME
					À GRANDE DISTANCE CONNAÎTRA	
RETRAITE MILITAIRE	REVENANT AU SCORE ATTRISTÉ					CROISA LES FILS
			CHAISE LONGUE TRÈS MAUVAIS			
SPORT DE GLISSE	EN LES DEMI KIRSCH		SYMBOLE DU NICKEL MOT DE FANTÔME	AVEC LES COUTUMES ÉPOQUE		MESURE CHINOISE DEMI LILI
		RESPIRER PETIT ÉCRAN				MAMELLE DE LA VACHE SPÉCIALITÉ DE SLIM
INSUPPORTABLES CONÇU PAR AVANCE						
			POUR LUI		PRIS LE REPAS DU SOIR	

BIFFE-TOUT

EN 8 LETTRES :

Le roi de Numidie qui lutta contre les romains

ACCIDENT	EMIR	ONDE
ACCORDEON	ETAGERE	PANTALON
AFFICHE	ETERNITE	POLYGAMIE
ANNABA	GRAPHIQUE	RACISME
APOSTROPHE	GREVE	RAMASSIS
ARCHIPEL	HIDEUSEMENT	RAPACE
ARCHIVE	HISTOIRES	ROTURIER
ATTRACTION	INDIENNE	SASSE
AVANT	IVRE	SOURIRE
AVERSE	JOURNAL	STERE
AVION	KYTE	TEMPS
CALIBRE	LOGARITHME	TENDRESSE
CAMARADE	LONGEVITE	TOUR
CAPITAINE	MEDEA	TRACE
CAR	MÉRITANT	TRAHISON
CARACTERE	MIEL	UNIVERSEL
CHEMISE	MINISTRE	VENTOUSE
COL	MOISIR	VICTOIRE
CONE	MOULE	VITAI
CONSTANTINE	NATURE	
CONSTAT	NEGOCIER	
CYCLONE	NOMADES	
DRAGON	NOTE	

H	I	D	E	U	S	E	M	E	N	T	T	E	R	T	S	I	N	I	M
A	I	D	R	P	N	R	U	S	V	S	N	A	P	T	L	G	C	O	E
P	N	N	M	A	A	I	E	E	A	E	M	A	E	O	G	A	U	A	S
O	A	E	D	P	G	R	V	S	S	A	N	R	V	R	L	L	T	E	R
S	T	N	A	I	I	O	S	E	S	I	E	T	A	A	E	I	M	I	E
T	O	C	T	O	E	E	N	S	R	I	M	P	O	S	B	H	C	L	V
R	E	U	T	A	R	N	I	U	C	S	H	E	S	U	T	A	O	E	A
O	E	S	R	B	L	S	N	O	E	I	E	E	H	I	S	N	N	T	T
P	I	R	I	I	E	O	G	E	Q	N	R	L	R	C	G	E	T	N	N
H	O	L	U	V	R	E	N	U	E	D	I	A	A	E	I	R	R	O	A
E	A	L	E	T	N	E	E	K	N	M	G	T	V	N	A	F	T	V	T
C	V	R	Y	O	A	T	N	E	Y	O	I	I	N	C	R	E	F	R	I
A	G	I	L	G	I	N	T	O	L	S	T	R	T	A	N	U	E	A	R
R	T	C	C	N	A	E	O	E	E	E	T	I	E	I	T	S	O	S	E
A	Y	A	R	T	R	M	P	S	V	D	O	E	A	I	O	S	E	J	M
C	A	E	T	E	O	I	I	I	N	R	T	T	C	R	D	N	O	S	
T	T	E	G	S	H	I	H	E	O	H	I	O	U	C	A	U	I	O	I
E	O	A	D	C	N	C	R	I	L	P	A	L	C	M	O	S	T	L	C
R	T	U	R	E	R	O	V	E	A	H	G	R	O	C	I	N	O	O	A
E	D	A	R	A	M	A	C	C	I	D	E	N	T	R	A	C	E	A	R

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT
 RECONFORTERAS - CHOUFLEUR - RE - NOEL - RETENANT - UV - DE - IRISES - TRAHI - IL - EST - ALE - ENLISE - AGENTS - EN - CRI - ETNA - AMOCHER - CASINO - ENLEVE - ST - INDE - EU - UTES - INTERETS - TAUDIS - CRUE - BIENTOT - USA - DIT - LIAS - FI - GENEREES - BLOC - ET - USE - SUEDE - ISERE - SUISSES.

VERTICALEMENT
 DECOURAGEANT - IDEES - CHEVALETS - ETEINTE - COOL - HENNISSANTE - NU - DI - TANT - UT - RUE - OFFRE - ES - IDOLES - OLE - IN - INITIEES - FRETILLEMENTS - AS - TUER - INONDE - US - SI - VERNIES - CLERCS - BUS - ASSECHE - ERAFLES - CARNET - REVETU - IODE - SETS - CIREUSES - CES.

MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT
 1- FUNERAILLES. 2- ULEMA - NEUVE. 3- SCIE - POSTER. 4- TEGUEMENT - NI. 5- ARE - ARDENTE. 6- NASILLA - EE. 7- ET - REITERES. 8- LIME - EIRE. 9- EN - EDEN - SOT.

VERTICALEMENT
 1- FUSTANELLE. 2- ULCERATION. 3- NEIGES - MI. 4- EMEU - IRENE. 5- RA - MALE - 6- PERLIERE. 7- INONDATION. 8- LEST - ERS. 9- LUT - NEREIS. 10- EVENTEE - EO. 11- SERIE - SORT.

4x4 - Remailler - Rémunérer - Rouge-gorge - Somnambule

BIFFE-TOUT : THESAURUS

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

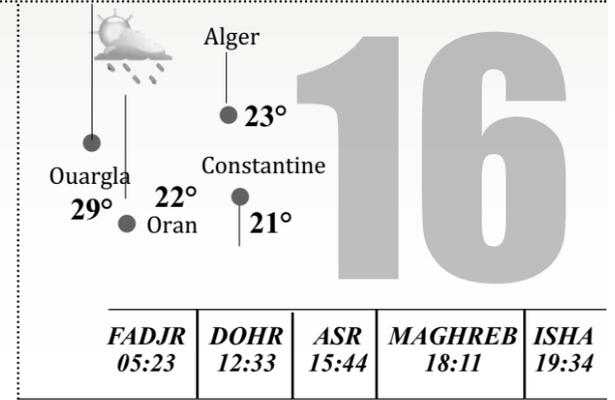
3 MORTS ET 193 BLESSÉS EN 24 HEURES

Trois personnes ont trouvé la mort et 193 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué dimanche un bilan de la Protection civile.

Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont repêché les corps de deux personnes décédées par noyade dans des mares d'eau dans les wilayas

de Djelfa et de Tiaret.

Il s'agit d'un jeune âgé de 24 ans et d'un enfant de 9 ans, ajoute la même source. D'autre part, les unités de la Protection civile sont intervenues dans la wilaya de Blida pour prodiguer des soins de première urgence à six personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant du chauffe-bain de leur domicile, dans la commune de Bouinan.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // LUNDI 24 OCTOBRE 2022 // N°416 // PRIX 20 DA

ALLOCATION CHÔMAGE, IMPORTATION DE VOITURES, SANTÉ, RELANCE ÉCONOMIQUE ET ZONES D'ACTIVITÉ

Voici les principales décisions du Conseil des ministres

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, un Conseil des ministres, consacré aux secteurs de la Justice, du Travail, de l'Industrie, de la Santé et des Moudjahidine.

I.Med

Après l'ouverture de la séance par le Président de la République et la présentation de son ordre du jour, puis de l'activité gouvernementale des deux dernières semaines par le Premier Ministre, le Président a donné les directives et instructions suivantes :

1- CONCERNANT LES CONDITIONS ET MODALITÉS D'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ DE CONCESSIONNAIRE DE VÉHICULES NEUFS :

- Publier un cahier des charges pour l'activité d'agents importateurs de véhicules neufs, dans un délai d'une semaine, mettant fin à toutes les pratiques antérieures qui saignaient les citoyens et le Trésor public.

- Séparer l'activité des concessionnaires-importateurs et des constructeurs, et s'orienter vers une industrie mécanique, selon les normes de la technologie moderne.

- L'autorisation d'importer des voitures ne doit pas se faire au détriment du marché national et des besoins des citoyens, et avec les fonds du Trésor public.

2- CONCERNANT LES ZONES INDUSTRIELLES :

Le Président a enjoint au gouvernement d'observer les directives suivantes dans la préparation de la relance de l'activité des zones industrielles, à travers un projet de loi qui sera présenté ultérieurement au Conseil des ministres.

- Le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales a ordonné la création immédiate d'une fiche technique sur le statut de toutes les zones industrielles des wilayas, en termes d'activité et de propriété foncière.

- Le Président a souligné que la finalité n'est pas le grand nombre de zones industrielles, mais plutôt leur rentabilité économique, par la création d'emplois et la relance de l'économie nationale, pour attirer de véritables investissements productifs, et non par des décisions administratives.

- Que des zones d'activité soient créées dans chaque commune au profit des jeunes pour résorber le chômage.

- Il a souligné qu'il faudrait penser à une organisation nouvelle et profonde pour faire avancer l'économie nationale, dans laquelle l'État accompagnera les porteurs



d'idées et d'initiatives loin de la rente et du profit rapide, comme cela prévalait auparavant.

- Permettre au secteur privé d'établir des zones industrielles.

3- CONCERNANT LA RÉVISION DES MESURES LIÉES À L'ALLOCATION CHÔMAGE :

- Le Président a ordonné la poursuite de la politique d'accompagnement des jeunes diplômés des universités et des instituts de formation par une allocation chômage, en contrepartie d'un suivi vigoureux de l'évolution du processus de recherche d'emploi, par le boursier.

- Rigueur extrême contre les cas de fraude et développement d'un système de statistiques, en tant que base de données pour le suivi du taux de chômage.

4- CONCERNANT LE PROJET HOSPITALIER ALGÉRO-QATARI-ALLEMAND :

- Le Président de la République a souligné que l'objectif de la mise en place de cette structure médicale est de prendre en charge la plupart des malades et des interventions chirurgicales, notamment les incurables, qui ont nécessité un transfert à l'étranger.

- La première pierre de cet hôpital sera posée le 2 novembre prochain.

- Mise en place d'hôpitaux spécialisés, en cas d'urgence, comme expérience modèle avant sa généralisation, tout en maintenant les spécialisations au niveau des grands hôpitaux.

5- CONCERNANT LE PROJET DE LOI

FONDAMENTALE SUR LE POUVOIR JUDICIAIRE :

Après que le Président a évalué la jurisprudence incluse dans le projet de loi visant à consolider l'indépendance du pouvoir judiciaire, le Conseil des ministres a décidé d'approfondir davantage l'étude du projet de loi, qui sera présenté lors de réunions ultérieures en Conseil des ministres, en tenant compte des éléments suivants :

- nécessité d'assurer les conditions de la réforme de la justice, notamment la formation et la promotion, en s'appuyant sur la pleine maturité professionnelle des magistrats, et à la lumière de leur expertise et de leur expérience.

- prise en charge optimale des magistrats, notamment en revoyant leur rémunération, et en améliorant leurs conditions de logement et familiales, afin de les protéger de toutes tentations extérieures.

- Adopter l'approche du jugement des affaires par des tribunaux spécialisés, afin de soulager la pression sur les juges, dans le but de protéger le citoyen et les intérêts de l'État, en établissant l'État de droit.

6 - PROJET DE LOI SUR L'EXERCICE DU DROIT SYNDICAL ET LA PRÉVENTION ET LE RÉGLEMENT DES CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL

Le Président a demandé au gouvernement de prendre en considération les observations suivantes, à condition que le projet soit présenté lors des prochains conseils des ministres.

- Soulignant que les transformations que

connaît l'Algérie nécessitent une nouvelle organisation du champ syndical, une garantie des droits et devoirs des salariés, et contribuent à protéger les intérêts de la société.

- Créer une plateforme logistique permettant la mise en œuvre du contenu de la loi, qui est un véritable complément au travail syndical, tel qu'inscrit dans la Constitution de 2020.

- Que le projet de loi inclue clairement les secteurs sensibles dans lesquels les grèves ne sont pas autorisées, à condition qu'il soit présenté lors des prochains conseils des ministres.

- Que les termes de référence et les limites de la pratique du travail syndical soient déterminés avec une extrême précision, afin d'éviter les chevauchements entre ce qui est professionnel et ce qui est purement pédagogique dans les secteurs, comme le prouvent les expériences antérieures.

7- CONCERNANT LE PROGRAMME DES CÉLÉBRATIONS COMMÉMORANT LE DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION DE LIBÉRATION NATIONALE :

- le Président a souligné que le but de la commémoration de cette précieuse mémoire est d'inculquer aux jeunes les dimensions des sacrifices, afin d'amener le gouvernement à accorder à ces célébrations une importance toute particulière, afin qu'elles soient au niveau du dynamisme en Algérie à tous les niveaux.

INDICATIONS GÉNÉRALES :

- Le Ministre de l'Intérieur a instruit les walis, les chefs de département et les maires des communes de respecter strictement le jour désigné pour recevoir les citoyens une fois par semaine.

- Réactiver le rôle du registre des doléances des citoyens dans les institutions, administrations et organismes publics, et informer les médiateurs de la République, une fois par mois, après notification par les walis de la République.

- Rectification immédiate de certaines carences, par le biais des établissements d'enseignement, liées à l'alimentation et au transport, qui ont été enregistrées à l'entrée à l'école.

À l'issue de la réunion, le Conseil des ministres a approuvé des décrets relatifs aux nominations aux postes supérieurs de l'État.